

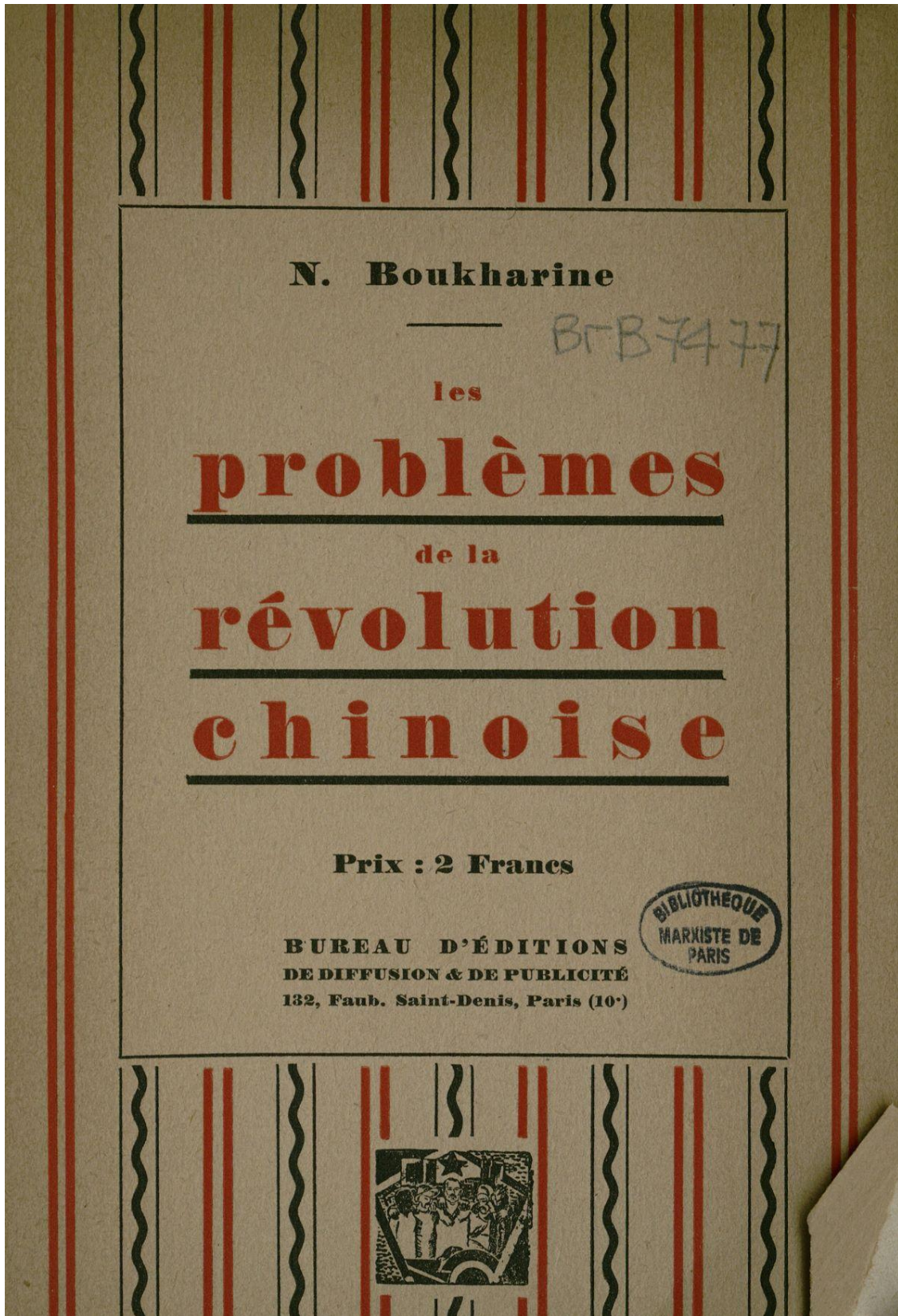
N. I. Boukharine

**Les Problèmes de la
Révolution Chinoise**

1927

Source : Brochure publiée en 5 langues en 1927, après les massacres de Shanghai, en avril, mais reprenant des interventions antérieures, notamment le débat avec Radek. Le dernier § est le premier texte des *Cinq textes sur la question chinoise* déjà sur MIA- français. Reproduction de l'édition française de 1927.

WH 1389, 1390, 1391, 1392 et 1393



Couverture de l'édition française de 1927

Les problèmes de la révolution chinoise

1. La signification internationale des événements chinois

On ne saurait prétendre poser et résoudre, dans un seul rapport, toutes les questions que suscite la grande révolution chinoise, questions nombreuses et extrêmement complexes. Il nous faut nous borner à éclairer quelques problèmes *fondamentaux* qui sont essentiels pour l'appréciation de la révolution chinoise et pour la solution juste des problèmes tactiques qui se posent devant le P. C. de Chine et devant l'Internationale communiste.

Mais, tout d'abord, il est nécessaire de dire quelques mots sur la *signification* de ce fait historique d'une importance immense.

Le monde entier entre maintenant *dans une nouvelle phase de son développement, dans une nouvelle phase de la lutte entre les forces historiques fondamentales de notre époque*. Devant le monde impérialiste se pose avec une acuité particulière le problème des marchés. Les forces mondiales essentielles de l'impérialisme déploient de nouveau, après une période d'accalmie, une offensive intense pour la possession des marchés. Les Etats-Unis, en particulier, pays impérialiste extrêmement puissant, mènent maintenant une politique impérialiste d'une activité sans précédent ; ils dressent contre eux toute l'Amérique latine en s'emparant du Nicaragua ; ils organisent des insurrections au Mexique ; ils prennent la part la plus active aux opérations militaires contre le peuple chinois.

La question de la lutte contre les tendances révolutionnaires se pose avec la même acuité devant l'impérialisme. On peut dire que le capitalisme international sent de nouveau directement la menace mondiale du mouvement révolutionnaire.

De 1917 à 1921, la vague révolutionnaire qui avait déferlé sur l'Europe avait rempli d'épouvante les impérialistes, et la menace du bolchévisme était devenue pour la bourgeoisie une *menace mondiale* directe. Cela était tellement évident que Martov même écrivit alors tout un opuscule sur le « bolchévisme mondial ». Après un certain intervalle de temps, la bourgeoisie, devant l'essor de la révolution chinoise, se trouve de nouveau sous une menace révolutionnaire directe dans le monde entier, car la révolution chinoise représente un immense champ de bataille et entraîne dans le tourbillon de la lutte sociale de classe une si grande quantité d'hommes que les résultats de cet événement sont en vérité incalculables. Aussi est-il facile de comprendre pourquoi la question de l'Union soviétique se pose également à l'heure actuelle avec une telle acuité devant la bourgeoisie internationale.

« Le parti de la révolution cimente le parti de la contre-révolution », disait jadis Marx. Le développement du mouvement révolutionnaire international, le renforcement de l'Union des républiques socialistes soviétistes et l'ampleur extraordinaire de la révolution chinoise cimentent les forces de la contre-révolution, qui manifeste une tendance très nette à la création d'un *bloc unique contre l'U.R.S.S. et contre la révolution chinoise*.

Il va de soi que cette lutte sans précédent se complique du fait des antagonismes qui divisent les puissances capitalistes. Dans l'expédition entreprise par les puissances impérialistes contre la Chine

nous voyons déjà des frottements, des désaccords, germes de grands conflits impérialistes éventuels. Ces conflits peuvent ensuite se développer dans toute leur intensité et amener des collisions immenses entre les géants de l'impérialisme. Mais, à l'heure actuelle, les Etats impérialistes agissent en commun contre les foyers du mouvement révolutionnaire. Le front impérialiste est de nouveau percé sur son secteur oriental, et il faut bien apprécier l'importance immense du fait que, cette année, nous avons, pour la première fois en somme, aux côtés du pays révolutionnaire de la dictature prolétarienne, un Etat révolutionnaire anti-impérialiste qui englobe la moitié de la Chine. Nous avons une révolution chinoise étatique organisée avec son armée, qui joue objectivement un rôle révolutionnaire considérable. Aux côtés de l'Etat de la dictature prolétarienne, il existe en Extrême-Orient un gouvernement anti-impérialiste, qui s'appuie sur des forces révolutionnaires puissantes en voie de croissance continue.

Cette croissance des forces de la révolution cimente les forces de la contre-révolution. Elle a eu pour résultat de nous amener sans bruit, ou moins bruyamment qu'on pouvait s'y attendre, à une nouvelle guerre, car maintenant c'est bien une *guerre* qui se déroule entre la Chine révolutionnaire, d'une part, et le bloc des Etats impérialistes et de la réaction chinoise, de l'autre. Nous ne devons pas nous dissimuler que, malgré l'absence des formalités qui accompagnent habituellement le début des guerres, nous avons au fond une *guerre* véritable. En effet, rien ne prouve que les accessoires des guerres à venir seront exactement les mêmes qu'en 1914...

Une fois de plus, la justesse de la prévision marxiste est démontrée par des événements de la révolution chinoise. Vers le milieu du siècle dernier, Marx écrivait :

Quand nos réactionnaires européens, dans leur fuite à travers l'Asie, arriveront enfin à la muraille de Chine, aux portes qui mènent vers le foyer de la réaction et du conservatisme, qui sait s'ils n'y verront pas l'inscription : *République chinoise, Liberté, Egalité, Fraternité* ? (Marx : *Nachlass*, t. III, p. 444-445).

Cette prédiction, il est vrai, ne s'est réalisée qu'à moitié, la bourgeoisie n'étant pas encore renversée en Occident. D'autre part, il est indubitable que « les réactionnaires européens », arrivés à la Grande Muraille, peuvent y voir l'inscription : *République chinoise*, mais, au lieu des trois mots d'ordre de la révolution française, ils peuvent y lire les trois principes de Sun-Yat-Sen : *Démocratie, Nationalisme, Socialisme*.

Curieuse également est la remarque que *Marx* faisait en 1863, dans un de ses articles publié par la *New-York Daily Tribune*. Analysant la pénétration du capitalisme anglais en Chine, Marx écrivait :

Dans ces conditions... on peut *prédire* avec certitude que la révolution chinoise jettera l'étincelle dans la poudrière du système industriel contemporain et provoquera l'explosion d'une crise générale depuis longtemps déjà préparée, qui se répandra à l'étranger et sera accompagnée dans un avenir prochain de révolutions politiques sur le continent. Spectacle original : alors que la Chine porte la révolte dans le monde occidental, les puissances d'Occident font régner « l'ordre » à Changhaï, à Nankin et aux extrémités du grand Canal au moyen des navires de guerre anglais, français et américains¹.

Cette description de Marx, on le voit, est devenue *presque entièrement* une réalité : les navires

¹ *Unter dem Banner des Marxismus*, t. II, p. 383.

de guerre anglais et américains répriment effectivement la révolution chinoise, qui jette l'étincelle « dans la poudrière du système industriel contemporain ».

On sait quelle importance *Lénine* attribuait aux révolutions des pays coloniaux et semi-coloniaux. Conformément au pronostic, entièrement justifié, de Lénine, nous affirmons que la lutte historique des forces essentielles de notre époque est entrée maintenant dans une nouvelle phase, phase sans précédent par les dimensions du champ de bataille. Récemment, un journal bourgeois européen écrivait qu'il se forme maintenant, d'Arkhangel à Changhaï, un immense front révolutionnaire qui englobe environ 800 millions d'hommes. C'est parfaitement juste. Là lutte est entrée dans une nouvelle phase. D'énormes masses humaines s'engagent maintenant dans la bataille, ce qui augmentera encore l'intensité de la grande lutte dans laquelle l'humanité est entrée avec l'avènement de l'époque impérialiste, génératrice de conflits militaires, de guerres destructrices, de bouleversements sociaux formidables, de grandes révolutions.

2. Caractère et particularités de la révolution chinoise

Ces remarques préliminaires faites, passons aux questions concrètes de la *révolution chinoise*. En l'occurrence, il faut tout d'abord souligner les *traits spéciaux* de la révolution chinoise, car lorsqu'on aborde un nouvel événement historique, il est particulièrement nécessaire et important d'éviter le schématisme, le cliché, et de chercher, de souligner, d'analyser, de saisir théoriquement les traits particuliers, spécifiques de cet événement historique.

Le caractère particulier de la révolution chinoise est déterminé avant tout par le fait que cette révolution est une révolution de *libération nationale*. Elle doit réaliser l'unification de la Chine, transformer ce pays en un Etat unique centralisé, en faire disparaître le morcellement semi-féodal, amener la Chine dans la voie large de son développement historique sur un pied d'égalité avec les autres puissances et la débarrasser du joug de l'impérialisme étranger.

Ces problèmes objectifs posés par le cours même de l'histoire font que la révolution chinoise peut, avec raison, être nommée une révolution de libération nationale.

Le *deuxième* trait de la révolution chinoise, c'est que cette révolution de libération nationale s'effectue dans un *pays semi-colonial*. Cette circonstance, comme nous le verrons plus loin, a une très grande importance. La révolution de libération nationale en Chine diffère profondément des révolutions de libération nationale qui ont eu lieu en Europe vers le milieu du XIX^e siècle. Dans une série de pays européens, il s'agissait alors de réaliser l'unification nationale, de mettre fin au morcellement féodal, d'obtenir une existence étatique nationale indépendante. Les révolutions bourgeoises résolurent précisément ces problèmes. Mais la révolution chinoise diffère profondément de ces révolutions bourgeoises nationales en ce qu'elle s'effectue dans un pays semi-colonial, en ce qu'elle tire la Chine et les Chinois d'un demi-esclavage de type colonial, car l'exploitation coloniale a ses traits particuliers dans le domaine économique, dans le domaine du droit politique et dans celui de l'oppression nationale. La célèbre inscription : « Défense aux Chinois et aux chiens d'entrer », qui montre l'attitude des impérialistes envers les Chinois et la situation de la Chine, illustre à souhait l'état semi-colonial dans lequel se trouve la Chine. La tâche correspondant à cet état forme le deuxième trait original de la révolution chinoise, qui se distingue ainsi de la lutte de libération nationale dans les Etats européens au XIX^e siècle, lutte marquée par une série de guerres de libération nationale.

Le *troisième* trait de la révolution chinoise, c'est qu'elle est une révolution *anti-impérialiste*. Elle est dirigée contre la domination du capitalisme étranger sous sa forme historique spéciale. Elle a sa pointe dirigée contre *l'impérialisme*, dont elle sape la puissance dans son développement.

Le *quatrième* trait de la révolution chinoise à son *stade actuel*, c'est qu'elle est *encore* une *révolution bourgeoise*, ce qui ne signifie pas que sa force motrice soit la bourgeoisie. La révolution chinoise dans sa phase actuelle est une révolution bourgeoise démocratique dans la mesure où, à l'intérieur du pays, elle est dirigée contre les survivances du féodalisme, contre les entraves moyenâgeuses qui gênaient et gênent le développement économique de la Chine. Elle est dirigée contre les survivances du féodalisme, contre les représentants sociaux de ce féodalisme, les grands gouverneurs militaires qui font bloc avec l'impérialisme, forme supérieure en même temps que forme de décadence du capitalisme.

C'est là le quatrième trait de la révolution chinoise.

Enfin, il faut souligner encore une *cinquième* particularité de la révolution chinoise. Cette révolution de libération nationale, cette révolution anti-impérialiste, encore bourgeoise, qui s'effectue dans un pays semi-colonial, *tend à se transformer, par différentes étapes et par différents stades, en révolution socialiste*. Elle tend en dernière analyse à engager la Chine dans la voie du socialisme. Il ne s'ensuit pas, évidemment, qu'elle soit un exemple classique de cette transformation.

Il faut bien souligner cette particularité de la révolution chinoise. Nous l'étudierons en détail dans la suite. Ici il convient de dire quelques mots sur ce qui conditionne la possibilité même de cette transformation. C'est tout d'abord la *faiblesse relative de la bourgeoisie chinoise* comparativement à la classe ouvrière chinoise. Cela ne veut pas dire que la classe ouvrière représente une force immense. Nous voulons simplement souligner ici le rapport *particulier* de forces entre les classes de la société chinoise, rapport qui découle du caractère spécial de l'économie chinoise. Une proportion considérable des capitaux investis dans la grande industrie et les chemins de fer chinois revient au capital étranger. Or la classe ouvrière s'accroît non pas en fonction de l'importance du capital indigène, mais en fonction de l'importance des capitaux en général, en fonction du nombre et des dimensions des fabriques, sans distinction de nationalité. De là, la faiblesse relative de la bourgeoisie chinoise.

Ensuite, le fait que la Chine *n'est pas entourée seulement d'Etats capitalistes*, mais aussi d'Etats *socialistes*, a une importance immense. D'autre part, la Chine a également pour voisins des pays coloniaux. Quoique ces derniers fassent également partie du monde capitaliste, il est clair qu'on ne peut les mettre sur le même pied que le capitalisme japonais, américain, européen. Tout cela a une importance primordiale pour l'intelligence de la marche et des destinées de la révolution nationale chinoise.

Tels sont les traits fondamentaux qui, dans l'ensemble, constituent le caractère particulier de la révolution chinoise. De la complexité extrême de ce caractère découlent également la complexité et le caractère spécifique des problèmes tactiques qui se posent devant le P. C. chinois et l'Internationale communiste.

3. L'impérialisme, le féodalisme et le caractère de la révolution en Chine

Parmi les différents traits dont l'ensemble constitue le caractère spécifique de la révolution chinoise, il est nécessaire d'examiner avec un peu plus de détail le *rapport entre l'impérialisme, le féodalisme et le caractère de la révolution en Chine*. Cette question a été soulevée dans les discussions qui ont été provoquées récemment à l'Académie communiste par le rapport du camarade Radek. Radek a exposé sa conception spéciale des rapports en Chine, ce qui a déterminé, dans une certaine mesure, ses conclusions tactiques. La question touche avant tout au stade *actuel* de la révolution chinoise et à la nature de classe de cette révolution au moment *présent*.

Radek pose deux thèses. La *première*, c'est que *la révolution chinoise est une révolution bourgeoise*. Voici un passage du discours du camarade Radek :

Nous n'avons cessé de définir la révolution chinoise connue un mouvement national révolutionnaire libérateur. *Un mouvement national révolutionnaire libérateur, c'est une des formes de la révolution bourgeoise, c'est la révolution bourgeoise dans des pays où le joug de l'exploitation exercée par les classes dominantes est lié à la domination directe ou indirecte des classes impérialistes dominantes, c'est-à-dire de la bourgeoisie industrielle à la période de capitalisme industriel, de la bourgeoisie financière à la période de l'impérialisme*². (*Compte rendu sténographique du rapport de Radek à l'Académie communiste*).

Ainsi Radek pose la thèse qu'au stade actuel de la révolution chinoise, cette dernière au point de vue de son essence sociale peut être caractérisée comme une révolution bourgeoise.

On peut, dans l'ensemble, accepter cette thèse³. Mais dans le même rapport, Radek pose une autre thèse concernant la combinaison des classes fondamentales de la société chinoise. Cette thèse est ainsi formulée :

Maintenant nous voyons, premièrement, la profondeur des sources de la révolution chinoise. Ces sources ne sont pas moins profondes que celles de notre révolution de 1905. On peut dire avec certitude que l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie sera plus forte en Chine qu'elle ne l'était chez nous en 1905, pour cette simple raison que les ouvriers et les paysans *auront à frapper non pas deux classes, mais une seule classe, la bourgeoisie*.

Ainsi Radek indique ici que la classe ouvrière et la paysannerie ont eu à lutter en Russie contre le bloc des *grands propriétaires fonciers* et de la bourgeoisie, alors qu'en Chine il n'existe pas de seigneurs féodaux et que, par suite, la classe ouvrière et la paysannerie n'ont à combattre dans ce pays qu'une *seule classe, la bourgeoisie*, ce qui leur permet de se souder plus fortement qu'elles ne l'ont fait chez nous en 1905.

² Souligné par nous.

³ Nous ne chercherons pas querelle ici à Radek pour une série de formules inexactes ou erronées ne concernant pas le fond de la question.

On ne saurait admettre cette caractéristique. Radek, en l'occurrence, s'est enfermé et est entré en contradiction avec lui-même. Il est *exact* qu'une révolution bourgeoise peut être menée non seulement sans la participation de la bourgeoisie, mais même *contre* cette dernière. Néanmoins la raison d'être fondamentale de toute révolution bourgeoise, qu'elle s'effectue sous l'hégémonie de la classe ouvrière ou sous l'hégémonie de la petite bourgeoisie révolutionnaire (comme pendant la grande Révolution française, dirigée par les Jacobins), consiste dans la suppression des survivances du féodalisme. D'après Radek, il n'y a pas de féodalisme en Chine. Comment peut-il donc y avoir alors une révolution bourgeoise ? Contre qui cette révolution est-elle dirigée à l'intérieur du pays ? Il est impossible de résoudre cette question si l'on affirme qu'il n'y a pas de féodalisme, que l'ouvrier et le paysan luttent *uniquement* contre la bourgeoisie. Si le problème de la liquidation du féodalisme est résolu, où prend-on le problème de la révolution bourgeoise ?

Souvenons-nous de la façon dont nous, bolchéviks, nous posions la question de la révolution bourgeoise en Russie après la révolution de 1905. Les menchéviks disaient que cette révolution avait en somme *résolu* le problème de la suppression du régime féodal, que, par suite, la révolution bourgeoise était devenue objectivement superflue et qu'il était impossible de s'orienter vers une nouvelle révolution. Comment Lénine posait-il la question ? Il reconnaissait que si ce problème avait été effectivement résolu par la révolution de 1905, la révolution bourgeoise aurait été historiquement « superflue ». Mais il *n'avait pas été résolu*. La révolution bourgeoise avec la lutte des classes à l'intérieur du pays est inévitable tant que le problème objectif du développement du pays n'est pas résolu, et ce problème consiste dans la *suppression des survivances des rapports féodaux*. Ce n'est que si ces rapports existent encore que le problème de la révolution bourgeoise se pose à l'intérieur du pays, quelle que soit la classe qui fasse cette révolution, quel que soit le rapport des forces de classe dans cette révolution.

Radek a parlé également de l'« *acuité sans précédent de la question agraire* ». Mais comment peut-on parler d'acuité sans précédent de la question agraire si la tâche de la révolution bourgeoise est accomplie ? A considérer la question théoriquement, l'acuité sans précédent de la question agraire est l'axe de tout le mouvement pendant la révolution démocratique bourgeoise, et cela parce que les survivances des rapports féodaux sont des *entraves au développement économique*.

Il est deux moyens de refonte bourgeoise de la société : le moyen libéral et le moyen « plébéien ». Mais l'un et l'autre débarrassent la société des entraves féodales, nettoient les écuries d'Augias du *féodalisme*. C'est là la raison d'être de la révolution bourgeoise. C'est pourquoi Radek se trompe en posant à la fois deux thèses dont l'une contredit radicalement l'autre. La première thèse d'après laquelle la révolution, à son stade actuel, a des tâches bourgeoises, c'est-à-dire est une révolution bourgeoise, est juste. Mais elle devient un non-sens si l'on accepte la deuxième thèse, d'après laquelle il n'y a presque pas de survivances du féodalisme en Chine, car si la féodalité était déjà battue, s'il n'en subsistait que des survivances minimales, il n'y aurait pas place pour le développement d'une grande révolution, encore bourgeoise à son stade actuel de développement.

Néanmoins il faut reconnaître qu'une série de faits semblent confirmer le point de vue de Radek et rendre impossible la solution de cette contradiction. Mais ce n'est là qu'une apparence. Quelques mots à ce sujet sont nécessaires.

Nous avons, dans notre rapport à l'Exécutif élargi, donné les matériaux indispensables sur les rapports agraires en Chine. Nous nous bornerons ici à quelques chiffres élémentaires.

La moitié des paysans *afferment* de la terre. Les paysans les plus pauvres, c'est-à-dire ceux qui possèdent de 1 à 20 *mou*, forment 49,5 % des familles de la campagne. Ainsi les exploitations

minimes comprennent presque la moitié des familles paysannes, mais ne représentent au total que 15,9 % de la superficie de la terre. Les paysans possédant de 20 à 40 *mou* forment 23,7 % des familles et détiennent 22,8 % du sol. Si nous additionnons ces deux groupes, c'est-à-dire les couches les plus pauvres de la paysannerie, nous constatons que 73 % *des familles paysannes n'ont à leur disposition que 38,7 % du total de la terre*. En réalité, la différence entre les divers groupes est encore plus frappante.

Cette statistique du ministère de l'agriculture et du commerce a été vérifiée par certaines enquêtes, dont une a été faite récemment par l'université du Sud-Est et a, dans l'ensemble, confirmé les données officielles.

En ce qui concerne les *grands propriétaires fonciers*, il convient tout d'abord de remarquer que ce terme est extrêmement vague en Chine ; il englobe différents groupes sociaux : les paysans relativement aisés, les fonctionnaires, les marchands propriétaires fonciers et, enfin, de véritables seigneurs terriens semi-capitalistes, et même capitalistes.

La revue éditée à Canton par le cercle d'étude de la Chine indique que, d'après les données de la littérature chinoise spéciale, il existe de grands propriétaires fonciers dont les possessions s'étendent parfois sur des *centaines de milliers* de mou. Mais la grande propriété foncière ne joue pas un rôle primordial, et par suite *on peut* dire que la Chine dans l'ensemble est un pays de petite propriété. Cet état de choses présente au premier abord une sorte d'énigme économique. En effet si la grande propriété foncière n'a pas un rôle décisif, si la Chine est le pays de la petite propriété, le problème au premier abord se résout facilement. Du moment qu'il y a peu de grands propriétaires fonciers, il n'y a pas de féodalisme, car le féodalisme c'est le régime où la terre appartient aux grands propriétaires fonciers. Voilà ce qui a induit en erreur le camarade Radek qui, faisant une déduction hâtive, a supprimé d'emblée le féodalisme en Chine et, par là même, sans le vouloir, la raison d'être historique objective de la révolution bourgeoise.

Néanmoins il nous faut résoudre l'énigme économique dont nous avons parlé plus haut. Il est clair que nous avons devant nous une question complexe, une situation qui n'est pas la simple répétition des rapports agraires dans les pays du féodalisme « classique », ou dans les pays passant du féodalisme « classique » au régime bourgeois aussi ou presque aussi « classique ».

Il convient avant tout de s'arrêter sur la caractéristique d'un phénomène extrêmement répandu en Chine, le *fermage*. Nous avons déjà dit que 50 % des paysans prennent de la terre à bail chez les paysans aisés et les grands propriétaires fonciers. A ce propos, il convient de remarquer que, même dans les ouvrages de nos camarades russes vivant en Chine, le terme « grand propriétaire foncier » est compris tantôt d'une façon, tantôt d'une autre, et qu'à chaque instant la terminologie cloche. Voici quelques descriptions qui vous permettront de comprendre de quoi il retourne. Voici ce qu'écrit dans la revue *Canton* un de ceux qui ont étudié le régime de la propriété foncière en Chine :

Les modes de louage du sol existant en Chine peuvent être ramenés à deux principaux : 1° le fermage en argent ; 2° le colonat partiaire. Le fermage en argent est pratiqué surtout parmi la paysannerie aisée, il est relativement peu répandu ; quant au colonat partiaire, il représente *la forme dominante* de faire-valoir du sol (revue *Canton*, n° 8-9, article de Voline).

Puis plus loin :

Le paysan afferme une parcelle de terre chez un grand propriétaire foncier ou chez un autre paysan... Il paie au propriétaire une partie déterminée de la récolte, 40 %, 50 %, ou même

davantage (la forme la plus répandue du colonat partiaire est le métayage)... Le bail est conclu pour une ou plusieurs années (n° 3-4).

Et encore plus loin :

Les modes de fermage en nature décrits plus haut... représentent au fond une forme particulière de *redevance féodale* voilée d'un semblant d'affermage. En ce qui concerne le fermage payé en journée de travail il est, au point de vue économique, *pour le propriétaire foncier un moyen féodal d'acquérir de la main-d'œuvre* (Ibid.).

Ces citations suffisent. Elles nous montrent les traits essentiels du bail à ferme : prestations, métayage, *prédominance* du paiement en nature, etc.

Radek dit à ce sujet :

La moitié des paysans sont des fermiers ou des demi-fermiers. Et le fermage n'est pas, comme nous le disons, un fermage semi- féodal (ce que ne comprend pas le camarade Voline), c'est un *nouveau fermage capitaliste où le grand propriétaire foncier est le capital commercial, le marchand, le fonctionnaire, qui placent leur argent dans les emprunts fournis au village. Pourquoi ? Pour la simple raison que les entraves au développement de l'industrie ne leur permettent pas d'investir leur capital dans cette dernière*. Vous savez que les banques chinoises sont mauvaises, qu'elles subissent des krachs. Quant à l'industrie, elle est jeune, inexpérimentée ; elle travaille sans directeur, elle n'a pas de protection douanière, et c'est pourquoi il est dangereux d'y investir son argent. Pour le paysan, l'affaire est simple : le gouvernement lui fait payer l'impôt *pour quatre années d'avance*. Le paysan ne sait où se fourrer. *Il va trouver le marchand et lui emprunte*. De la sorte, le marchand est le propriétaire et il tire du paysan 50, 60, 70 % en qualité de *fermage*, (*Discours de Radek à l'Académie communiste*).

Dans ce raisonnement de Radek, il est une chose incompréhensible. Si le paysan ne sait où se fourrer, s'il emprunte au marchand et qu'ensuite il paie des intérêts pour le capital emprunté, pourquoi cela s'appelle-t-il *fermage* ? Le fermage, c'est la redevance que l'on paie pour la terre cédée à bail. Si quelqu'un paie à un usurier des intérêts pour un capital qu'il lui a emprunté, cela ne saurait s'appeler fermage. C'est du moins ce que nous a appris jusqu'à présent l'économie politique. D'où Radek tire-t-il son fermage ? Impossible de le comprendre.

En outre, il est une considération fondamentale que, dans sa polémique contre Voline, Radek n'a nullement réfutée. Si le fermage est perçu en nature, s'il comporte des tailles ou redevances, si le métayage est la forme *dominante*, on ne saurait appeler cela une « nouvelle forme de fermage capitaliste » apparue sous l'influence du capitalisme étranger. Une telle définition bouleverse toutes les conceptions marxistes reçues jusqu'à présent⁴. On peut dire, et ce sera exact, qu'il y a ici un

⁴ Voici ce qu'écrit à ce propos *Marx* :

« Du fait que cette forme, la *rente en nature*, est liée à un caractère déterminé du produit et de la production elle-même ; du fait qu'elle comporte nécessairement l'alliance de l'agriculture et de l'industrie domestique ; du fait que la famille paysanne acquiert un caractère presque complètement autonome en raison de son indépendance par rapport au marché, par rapport aux variations de production et au mouvement historique de la partie de la société qui est en dehors d'elle ; en un mot, du fait du caractère de l'économie naturelle en général, *cette forme convient on ne peut mieux comme base des états stagnants de la société, ainsi qu'on l'observe en Asie*. Ici, comme sous le régime de la rente en journées de travail, rente d'apparition plus récente, la rente foncière est la forme normale de la plus-value et par suite du surtravail, c'est-à-dire de tout le travail en surplus

entrelacement des formes du capital commercial et usuraire avec les formes du fermage semi féodal. Il arrive fréquemment que l'usurier et le capitaliste commercial sont une seule et même personne, qui donne la terre à bail. Mais en conclure que l'usurier qui prête de l'argent à intérêt n'est autre qu'un propriétaire foncier, que ce qu'il reçoit n'est pas un intérêt pour son argent mais un fermage, et que le métayage est la forme la plus nouvelle et la plus développée de la cession à bail capitaliste, c'est faire preuve d'une certaine confusion dans l'emploi des termes de l'économie politique marxiste.

Le camarade Radek s'est embrouillé dans l'analyse des différents rapports économiques et il se contredit lui-même, il contredit sa thèse sur le caractère bourgeois de la révolution en choisissant à dessein certains faits de façon à justifier sa deuxième thèse, selon laquelle il n'y a pas de féodalisme en Chine. Radek n'a pas remarqué qu'il détruit ainsi sa propre thèse sur le caractère bourgeois de la révolution.

Ainsi si le métayage, la moison [?], les prestations, etc. existent en Chine comme types dominants, ce sont là des survivances du régime féodal qui, il va de soi, *se mêlent* aux formes capitalistes qui ont pénétré à la campagne, et en premier lieu aux formes du capital hypothécaire, usurier et commercial, ce qui était également extrêmement caractéristique pour le moyen âge européen⁵.

Néanmoins cela n'est pas encore une *solution positive du problème*. Il reste que la grande propriété foncière ne joue pas en Chine un rôle décisif et que, pourtant, la question agraire et la question paysanne ont une acuité extrême pour la révolution chinoise et qu'elles sont jusqu'à un certain point le pivot des événements. Il est à remarquer que ces problèmes présentent une difficulté énorme pour l'analyse économique. La raison en est que, dans la littérature consacrée aux questions de l'économie chinoise, on ne trouve même pas de descriptions des *faits* et que, par suite, on est obligé de recourir à certaines hypothèses pour résoudre, de la façon la plus juste possible, les problèmes qui se posent devant nous.

En connexion avec l'analyse de l'économie rurale de la Chine, où, selon Radek, il n'y a pas de survivances du féodalisme, on discute encore sur la question de savoir s'il *existe ou non une propriété individuelle en Chine*. Il existe à ce sujet deux opinions. Les uns affirment qu'en Chine il n'y a pas de propriété individuelle du sol. Plus justes sont les raisonnements de ceux qui, ayant étudié l'économie chinoise, soutiennent le point de vue opposé. Néanmoins ces discussions ont une base profonde. Déjà dans le troisième tome du *Capital*, Marx, analysant la rente, fait mention de la possession féodale de la terre, qui est considérée comme propriété de l'Empereur, « représentant de Dieu sur la terre », et

que le producteur direct est contraint d'effectuer pour celui qui possède la condition essentielle de son travail, pour le propriétaire de la terre, quoique cette contrainte ne se manifeste pas sous l'ancienne forme rigoureuse (MARX : *le Capital*, t. III)

⁵ Il faut se souvenir entre autres que l'influence du capital commercial et usurier s'est depuis très longtemps combinée avec le féodalisme, et que l'existence de cette influence n'est nullement un argument démontrant l'« absence » de féodalisme. Un exemple frappant : Charles-Quint, élu en 1520 empereur d'Allemagne, triompha en somme de François I^{er} avec l'aide de la maison de banque des Fugger. Lorsque, dans la suite, le Reichstag adopta une série de mesures contre les marchands et les usuriers, le chef de la maison des Fugger écrivait à l'empereur : « Il est notoire que Votre Majesté n'aurait pu obtenir la couronne sans mon aide, ce que je puis prouver par les signatures de ses fondés de pouvoir. » Néanmoins, même de tels faits ne démentent nullement l'existence du féodalisme à cette époque, et en faire état pour essayer de prouver l'absence de féodalisme serait évidemment ridicule.

appartient formellement, juridiquement à ce dernier, alors que tous les autres membres de la hiérarchie féodale, suzerains et vassaux, sont *les possesseurs mais non les propriétaires de cette terre*. Il est indubitable qu'un tel stade a existé également en Chine, et le moment n'est pas encore arrivé où il s'est transformé entièrement en son contraire. Il subsiste encore quelque chose de ces rapports⁶. En Chine, il y avait jadis une hiérarchie féodale compliquée, un appareil féodal compliqué, où chaque grand seigneur, soumis à un autre encore plus puissant, rendait la justice, était chef de troupes, « prince », et, en même temps, propriétaire foncier, percepteur d'impôts, etc. En Chine, où il se produisait de vastes insurrections paysannes, les domaines féodaux furent, apparemment, à plusieurs reprises morcelés, puis reconstitués pour être morcelés de nouveau, et actuellement ils représentent des *survivances* des rapports féodaux. Mais les principales survivances de l'ancien régime sont les suivantes :

L'impôt foncier est perçu comme le veut l'administrateur en chef, le « gouverneur », le chef « militaire » de la région. Cet administrateur, juridiquement, ne possède pas la terre ; celle-ci n'est pas son fief, son domaine ; mais les survivances de l'ancien régime féodal consistent en ce que cet administrateur empoche l'impôt perçu sur cette terre. Cela s'appelle « impôt », et non pas rente dans la terminologie économique. Mais quand cet administrateur prélève, en le percevant pour quatre années d'avance, un impôt énorme qui exproprie non seulement le produit supplémentaire, mais souvent aussi le produit nécessaire, et ruine complètement la population, la situation n'est pas très différente de celle qui existe dans le cas où cet administrateur a son domaine à lui et le « travaille » par les bras des paysans. Voilà quelle est la situation actuellement en Chine. Le régime féodal y subsiste donc sous une

⁶ Extrêmement caractéristique de la précipitation des conclusions de Radek est le fait suivant :

Dans ses conférences (*Histoire du mouvement révolutionnaire en Chine*, cours 1926-27, édition de l'université Sun-Yat-Sen), Radek écrit :

« La Chine est entrée en contact avec le monde capitaliste en tant que pays de la *propriété foncière individuelle*. Toutes les questions sur le caractère de la propriété du sol en Chine soulevées dans la littérature européenne *sont le résultat de l'ignorance*, le résultat du fait que les *touristes* et *écrivains superficiels* européens ont entendu dire que l'empereur était considéré comme un Dieu, qu'il était très puissant, qu'il était le propriétaire de la terre, et ont transmis ensuite, sans vérification ni critique aucune, ces renseignements à leurs lecteurs. Parfois aussi nos camarades, au lieu de lire des travaux sérieux, lisent ces *publication journalistiques* et, par suite, sont incapables de dissiper la *confusion* apportée dans des questions extrêmement importantes » (p. 6-7).

Radek fonde ce jugement principalement sur le travail du moine russe, le père Iakinf. Or voici ce qu'écrivait le « publiciste » assez connu qui a nom *Karl Marx* :

« Si ce ne sont pas les propriétaires fonciers privés, mais l'Etat qui est directement opposé à eux, ainsi qu'on l'observe en Asie, en qualité de propriétaire de la terre et en même temps de suzerain, la rente et l'impôt coïncident, ou plus exactement il n'existe aucun impôt qui diffère de cette forme de rente foncière. Dans ces conditions, il est possible que, politiquement et économiquement, le rapport de dépendance n'ait pas une forme plus dure que celle qui caractérise la situation de tous les sujets à l'égard de l'Etat. L'Etat est ici le propriétaire suprême de la terre. La souveraineté est, en l'occurrence, la propriété foncière concentrée à l'échelle nationale. Par contre, dans ce cas, il n'existe aucune *propriété* foncière individuelle, quoique la *possession* privée et communale de la terre existe ». (K. MARX : *le Capital*, t. III, chap. 2).

De la sorte, Radek, qui a cru aveuglément aux assertions du père Iakinf, a rangé Marx parmi les « ignorants », les « écrivains superficiels », les « touristes », les « publicistes » qui embrouillent les choses. Pourtant il est clair que ce sont précisément les publicistes bourgeois qui ont l'habitude de faire de la propriété individuelle une catégorie éternelle, qui a existé depuis la création du monde et n'aura pas de fin.

forme originale modifiée. Il est indiscutable que ce n'est pas là tout à fait le féodalisme *habituel*, mais il subsiste de la féodalité une série d'institutions et de traits économiques de première importance. Les gouverneurs militaires installés dans leurs provinces, qui ne sont en somme que des *survivances des anciennes principautés féodales*, sont très souvent de grands propriétaires fonciers ; ils emploient tout leur appareil d'Etat et de répression, tout leur pouvoir pour le recouvrement des impôts. Même si, au point de vue juridique formel, ils n'ont pas eux-mêmes la terre, celle-ci leur appartient en fait, car une immense partie des revenus qu'elle fournit leur appartient effectivement. Voilà la *principale* survivance du féodalisme. A cela se rapporte le fait, inexplicable au premier abord, que les *fonctionnaires* sont, dans une forte proportion, *possesseurs de terre* (ou plus exactement propriétaires de la terre). A cela se rapporte également le *likine*, impôt qui a été établi au XIX^e siècle, mais qui est un attribut féodal (barrières douanières intérieures, droits très élevés perçus à ces douanes locales, etc.).

Voilà comment se résolvent les contradictions superficielles qui ont complètement embrouillé le camarade Radek. Or si nous posons ainsi la question, nous voyons que la guerre sur le front *intérieur* est dirigée contre les chefs militaires nordistes. La révolution bourgeoise a sa pointe dirigée contre ces brigands féodaux, contre les grands propriétaires fonciers féodaux, dont les uns ont la terre juridiquement, tandis que les autres ne l'ont pas juridiquement mais l'ont *en fait*, puisqu'ils disposent d'une partie énorme des revenus fournis par cette terre. C'est précisément parce que la lutte se déroule contre ces « chefs militaires », qui représentent les chaînes féodales, les *entraves* au développement historique, que la *bourgeoisie* peut intervenir (et intervient *jusqu'à nouvel ordre*) contre eux. C'est là ce qui constitue le fond de la révolution bourgeoise en Chine en ce qui concerne les forces de classe intérieures.

Au sujet du féodalisme, nous voudrions signaler encore un fait qui a une certaine importance pour la solution de la question. Dans un compte rendu fait entre le 15 décembre 1926 et le 1^{er} janvier 1927 et concernant l'économie chinoise, nous trouvons des indications directes sur les survivances du « servage ».

En voici un passage :

A ce propos il est intéressant de signaler que, dans le Kouang-Toung, il existe un esclavage qui n'est pas seulement... d'ordre familial. L'esclavage existe également dans les rapports agraires, et ce n'est que tout récemment et par hasard qu'on a trouvé une *série de districts où les journaliers étaient des esclaves*. Ils ne pouvaient se marier ni quitter l'exploitation du grand propriétaire foncier ; ils reçoivent, outre la nourriture, un salaire de trois cents francs par mois. Nous ne pouvons pas encore donner de caractéristique plus détaillée, car dans le Kouang-Toung même, ce n'est que maintenant qu'on étudie cette question. Mais c'est un fait que, dans d'autres provinces de la Chine également, il existe de semblables rapports, par exemple dans le Chan-Toung, où toute une catégorie de fermiers sont les esclaves du propriétaire foncier.

Ne voilà-t-il pas une belle illustration des « formes modernes de fermage » du camarade Radek !

A ce propos, il convient de dire quelques mots de la *conception générale de Radek au sujet du développement des rapports économiques en Chine*. Radek voit ainsi les choses : comme les villes croissent lentement en Chine, comme le développement capitaliste s'y trouve entravé, le capital se dirige vers la campagne, où l'agriculture revêt rapidement la forme capitaliste. Cette conception met tout sens dessus dessous. Il ne faut pas dire que, *du fait que* les villes se développent lentement, il y a pénétration du capitalisme dans l'économie rurale et ruine de cette dernière. En réalité, la liaison des

phénomènes est inverse : *comme* les survivances du féodalisme sont des entraves considérables pour le paysan ; *comme* les chefs militaires volent ce dernier de toutes façons ; *comme* avec eux opèrent les grands propriétaires fonciers, qui créent des formes spécifiques de spoliation et d'oppression de classe ; *comme* la grande masse de la paysannerie, dépouillée par les impôts, le fermage, les usuriers et les pillages des « armées » des chefs militaires, va à la ruine et que, *par suite*, le marché intérieur perd de sa capacité d'absorption ; *comme* la paupérisation, la misère sont formidables, il n'y a pas de base suffisante pour le développement rapide de *l'industrie* indigène et pour la *croissance des villes*. Cet état de choses, à son tour, contribue à faire des paysans non pas des prolétaires, mais des indigents qui, ou bien restent à la campagne, ou bien s'enrôlent dans les détachements de bandits, ou encore forment d'immenses armées de mendiants errant dans les villes.

Telle est la liaison véritable des phénomènes.

Le rôle de *l'impérialisme étranger*, dont Radek a très peu parlé dans son rapport (ce qui aussi est très caractéristique), a une énorme importance pour la détermination des problèmes politiques de la révolution chinoise. L'impérialisme *fait bloc avant tout avec le féodalisme en tant que force la plus réactionnaire*. Cela est parfaitement compréhensible ; on observe le même état de choses dans une série de pays coloniaux et semi-coloniaux et, au point de vue de la révolution chinoise, ce fait a certainement une importance énorme. De la sorte, le caractère antiféodal de la révolution s'allie à son caractère *anti-impérialiste*. L'anti-impérialisme est aussi une particularité très importante de la révolution en Chine et est provoqué par la *forme semi-coloniale de l'oppression économique et politique de la Chine*. Chez nous, en Russie, le capital étranger jouait aussi un rôle assez important. Chez nous aussi, il « fécondait » l'industrie et, par suite, engendrait les fossoyeurs prolétariens du capitalisme. Le degré de développement des rapports capitalistes en Russie était beaucoup plus élevé que celui de la bourgeoisie russe et du capital « national » russe. Par suite, le prolétariat chez nous était, au point de vue quantitatif, relativement fort. En Chine, ce trait de l'économie et, partant, du rapport entre la bourgeoisie indigène et la classe ouvrière, est encore plus net. D'autre part, l'exportation du capital en Chine a un caractère autre que celui qu'elle avait dans la Russie tsariste. En Chine, le capital étranger opère beaucoup plus comme un *maître*, qui freine le développement de l'industrie indigène. Il exploite la Chine comme un pays colonial. En Russie, il n'en était pas ainsi. Or c'est ce trait de l'économie chinoise, cette *dépendance économique à l'égard de l'impérialisme étranger qu'il faut mettre au premier plan*. Nous avons cité les chiffres montrant cette dépendance pour chaque branche d'industrie et pour les différents groupements nationaux de la bourgeoisie⁷. Ces données montrent que les principaux postes de recettes : chemins de fer, communications par eau, mines, grande industrie, se trouvent pour une part *considérable* entre les mains du capital étranger, qui détient également presque en totalité cette source de recettes que sont les douanes. Le *système bancaire* et le *crédit*, liés par le capital commercial et usurier avec la masse de la population dispersée, se trouvent également entre les mains des étrangers et ont une importance énorme. Enfin, il faut considérer comme étant d'une grande importance les *opérations d'exportation*, en particulier celles qui portent sur les matières premières, opérations qui, par les compradores, le capital commercial et les banques, permettent au capital étranger d'étendre son exploitation au plus profond de la population chinoise, et en premier lieu de la paysannerie.

De la sorte, nous avons ici une liaison extrêmement complexe de survivances d'anciens rapports féodaux, de certaines formes du capital commercial et prêteur indigène avec les formes les

⁷ Voir, par exemple, notre rapport au 7^e Exécutif élargi [[disponible sur MIA](#)].

plus modernes de l'impérialisme étranger. Tout cela se combine en un système qui exerce une formidable pression d'exploitation sur la *masse fondamentale* de la population, c'est-à-dire en premier lieu sur la paysannerie. Etant donné que le capital étranger fait bloc avec les institutions féodales et l'appareil militariste, au moyen duquel les gouverneurs de province maintiennent leur pouvoir, nous avons en Chine un système d'exploitation véritablement diabolique qui presse sur la masse de la population. Actuellement, c'est contre ce système qu'est dirigée en premier lieu toute la révolution chinoise.

Par suite, on ne saurait parler d'analogie avec les *mouvements nationaux libérateurs du genre de ceux qui ont eu lieu en Europe au siècle dernier*. En effet, en Chine nous sommes en présence d'une oppression *coloniale* ou *semi-coloniale*. Par suite également, on ne saurait parler d'analogie avec *notre* révolution, parce que chez nous le capital étranger n'était pas opposé directement aux masses comme en Chine. La masse du peuple russe ne s'est heurtée directement au capital étranger qu'au moment de la première intervention. L'oppression coloniale impérialiste en Chine est organisée de telle façon qu'elle pénètre jusqu'aux couches les plus profondes de la population. C'est ce qui explique la haine formidable dirigée à la fois contre les grands gouverneurs de provinces, les brigands et administrateurs féodaux et les *impérialistes étrangers*, ces intrus qui sont arrivés avec le fouet, l'épée et les canons et qui prêchent l'humilité évangélique tout en se livrant à une exploitation forcenée. Il va de soi que la combinaison des formes féodales avec l'impérialisme étranger confère une importance *internationale* formidable à la révolution chinoise.

La principale déduction, c'est que la lutte contre l'impérialisme en Chine est un phénomène d'importance mondiale et que cette lutte *se combine avec la lutte contre le féodalisme*. C'est pourquoi, avant d'aborder les différentes questions de la politique pratique, nous devons tirer la conclusion essentielle suivante : négliger la lutte contre l'impérialisme, d'une part, et le féodalisme, de l'autre, *ne pas la mettre à la base de la tactique du parti à l'étape actuelle, au tournant actuel de la révolution chinoise, serait commettre une lourde faute*.

4. Des perspectives de la révolution chinoise

La question suivante est celle des *perspectives de la révolution chinoise*. Tout d'abord nous poserons cette question sous une forme générale, puis nous donnerons une analyse concrète de la lutte de classe qui se déroule à l'intérieur du front national révolutionnaire, des regroupements des forces de classe et des perspectives du mouvement.

Tout d'abord quelques mots sur la possibilité d'admettre *deux perspectives du développement de la révolution chinoise*. Le camarade Radek, lui aussi, est tombé sur cette idée et, soit dit en passant, sur l'expression « évolution non-capitaliste ».

Cette expression est ancienne, nous l'employions il y a très longtemps dans notre polémique avec les *narodniki*, et alors il n'y avait pas de doute sur ce que nous entendions par évolution non-capitaliste. Pour qu'il n'y ait maintenant non plus aucun doute, nous soulignerons encore une fois que, par ce terme, nous entendons l'évolution vers le *socialisme*. D'ailleurs là n'est pas l'affaire. La remarque de Radek d'après lequel il n'existe qu'une perspective pour la révolution chinoise : celle de l'évolution vers le socialisme, mérite l'attention. « Il nous a été donné », comme disent d'aucuns, de poser pour la première fois de façon concrète la question de l'évolution socialiste au sujet de la *Chine*, et ce faisant, nous nous appuyions évidemment sur les remarques de Marx concernant la possibilité de sauter par-dessus le stade de développement capitaliste et sur les considérations que Lénine a formulées avec un relief particulier au 2^e congrès de l'I. C. Mais Radek, en l'occurrence, vient, quoique tardivement, « se mettre à la traverse ». Il dit qu'il n'existe qu'une perspective : celle de l'évolution vers le socialisme.

S'il n'existait qu'une perspective de développement pour la révolution chinoise, ce serait évidemment très agréable, mais, par malheur, l'affaire est plus complexe. Il va de soi que si, comme le fait Radek, on supprime la tâche historique de la lutte contre le féodalisme et qu'en même temps on oublie presque la nécessité de la lutte contre l'impérialisme étranger, l'affaire se présente de façon très « simple » : du moment qu'il n'y a pas de féodalisme, il ne reste qu'une perspective de développement de la révolution : le développement socialiste. Mais si le problème de la révolution bourgeoise n'est pas résolu complètement, la question est beaucoup plus complexe.

En effet, la perspective de la continuation de la lutte, mais avec des compromis, n'est-elle pas admissible ? Est-il absolument impossible qu'on s'arrête à une demi-solution du problème, ce qui n'est pas *encore* le cas, mais ce qui peut arriver ? Le plan consistant à battre les chefs militaires nordistes sans *déraciner* complètement les survivances féodales ni réaliser la *révolution* agraire ; à battre les impérialistes, *mais* à passer avec eux un compromis pour exercer en commun une tutelle sur l'économie du pays et lui donner une direction capitaliste ; à introduire des réformes sociales déterminées, *mais* à n'en dépasser à aucun prix les limites ; à marcher avec les ouvriers, *mais* à ne leur laisser à aucun prix l'hégémonie et la dictature, ce plan, disons-nous, existe. *Si* la moitié de la Chine n'était pas encore occupée par les chefs nordistes, *si* un coup décisif avait déjà été porté aux impérialistes, la possibilité de s'engager dans cette voie serait complètement exclue. Mais elle n'est pas *encore* exclue maintenant, quoique l'extension de la lutte de classe doive de plus en plus transformer les partisans de cette voie de développement de la *révolution* en partisans de la *contre-révolution*.

Il est une *autre* perspective : franchir rapidement l'étape bourgeoise de la révolution, aiguiller cette révolution dans une autre voie de classe et, partant, en fin de compte, dans une autre voie économique, et ensuite suivre la voie du développement socialiste.

Enfin, il faut dire qu'il existe encore une variante de la *première* perspective pour la Chine, ce que Radek ne veut pas reconnaître. La Chine est un pays qui, au point de vue technique et économique, est plus arriéré que ne l'était la Russie d'avant la révolution. Il est possible que la révolution bourgeoise y soit poussée jusqu'au bout, qu'il y existe une dictature vraiment révolutionnaire des couches inférieures de la population, que l'hégémonie y appartienne au prolétariat, mais que le pays *manque de forces pour assurer lui-même son développement socialiste*. Etant donné la situation internationale, c'est-à-dire le caractère stagnant de la révolution internationale dans les autres parties du monde, étant donné l'encerclement de l'U.R.S.S. par les puissances capitalistes, étant donné en un mot la combinaison défavorable des forces dans le monde, on peut parfaitement poser pour la Chine la question des chances de cette dégénérescence dont on a tant parlé pour l'U.R.S.S. Chez Radek, il se produit en l'occurrence une métamorphose étonnante : à l'égard de l'U.R.S.S., il est extrêmement sceptique ; à l'égard de la Chine, il est optimiste au delà de toute mesure.

Pour l'U.R.S.S., Radek considère qu'il *peut* y avoir deux perspectives : « dégénérescence thermidorienne » et édification du socialisme. Or il estime qu'ici, dans « un pays isolé », il est impossible d'édifier le socialisme. Mais en Chine, cela est parfaitement possible. Il ne faut pas, dit-il, rejeter pour la Chine l'idée de l'édification du socialisme dans un seul pays. On pourrait croire de prime abord à une « aimable plaisanterie ». Mais cette « plaisanterie » a, chez Radek, des racines profondes : du moment qu'il n'y a plus de féodalisme en Chine (les « radekistes » les plus ardents, d'accord avec certaines gens qui ne sont pas des « ignorants », considèrent que le féodalisme a été radicalement détruit en Chine plusieurs siècles avant l'ère chrétienne), il est tout naturel que la Chine soit à un degré économique supérieur à celui où se trouvait la Russie.

Si, en Chine, il n'y a pas de survivances du féodalisme, alors qu'il y en avait chez nous ; si nous sommes menacés d'une « Vendée » et si l'alliance de la paysannerie et du prolétariat est très douteuse (comme l'affirme notre opposition), tandis que le bloc ouvrier et paysan en Chine sera beaucoup plus solide, il est clair comme deux font quatre que, dans la question de l'édification du socialisme, on doit être pessimiste à l'égard de la Russie et optimiste à l'égard de la Chine.

Pourtant, il est clair qu'une analyse économique plus ou moins exacte témoigne contre le point de vue de Radek dans cette question.

Il va de soi que la perspective du développement des rapports socialistes présuppose un déplacement considérable des classes à l'intérieur du pays et un déplacement de classe du pouvoir étatique, c'est-à-dire une autre structure sociale, une autre base de classe du *pouvoir étatique lui-même*. Il va de soi que le développement de cette perspective présuppose l'unification complète de la Chine, le parachèvement de la lutte nationale libératrice, la solution la plus radicale possible de la question agraire, la défaite complète des impérialistes. Sur cette base où tout s'enchaîne, le mouvement passera, au moyen du regroupement des différentes forces sociales de classe, dans la voie de la révolution socialiste.

On peut, jusqu'à un certain point, admettre l'opinion de Radek sur les étapes de la révolution chinoise. Néanmoins, il est à remarquer que le point de vue développé par Radek dans cette question a été formulé assez nettement à la commission chinoise au moment du 7^o Exécutif élargi. Dans notre discours sur les étapes de la révolution chinoise, nous avons indiqué approximativement *trois phases* de cette révolution : deux phases passées et le passage de la deuxième à la troisième phase. Au début,

les promoteurs de la lutte étaient la bourgeoisie libérale, les étudiants, les intellectuels, qui cherchaient des *appuis* dans la classe ouvrière et la paysannerie ; à ce moment ni les ouvriers ni les paysans ne jouaient encore un rôle suffisamment important dans le mouvement contre l'impérialisme. La deuxième phase est caractérisée par des interventions actives de la classe ouvrière, par le début du mouvement paysan et, conséquemment, par le transfert du centre de gravité dans la petite bourgeoisie. On observe alors une pression croissante de la classe ouvrière, alors que la bourgeoisie libérale exerce encore son hégémonie, hégémonie à laquelle le prolétariat commence à prétendre. La bourgeoisie participe encore au bloc des forces dirigées contre l'impérialisme, quoiqu'elle commence déjà à s'effrayer de la croissance du mouvement révolutionnaire. Enfin l'étape actuelle peut être définie schématiquement comme le passage du bloc national révolutionnaire comprenant la bourgeoisie, la petite bourgeoisie, la classe ouvrière et la petite paysannerie à un bloc dont *se détachent la grande bourgeoisie* et, en partie, la petite et la moyenne bourgeoisie.

Le développement de la lutte de classe à l'heure actuelle marque un tournant historique dans le développement de la révolution chinoise, une combinaison nouvelle des forces sociales où la bourgeoisie devient, mais n'est pas encore devenue entièrement contre-révolutionnaire.

Je dois ici souligner une pensée d'une importance capitale. La Chine est un pays à régimes économiques multiples, où l'on observe une foule de nuances à l'intérieur des classes. Ce n'est pas là, certes, un indice de *maturité* économique ; c'est, au contraire, un indice de l'état arriéré de la technique et de l'économie chinoises. Il existe en Chine de nombreuses catégories d'éléments semi-ouvriers, d'artisans, de petits marchands ; il existe différentes nuances parmi la bourgeoisie avec divers types de liaison avec le capital étranger. Aussi *la bourgeoisie s'éloigne-t-elle parfois de la révolution par des voies d'une sinuosité bizarre*. On ne saurait considérer les classes comme des blocs nettement déterminés qui, brusquement, se détachent entièrement du front national révolutionnaire. La *petite bourgeoisie urbaine* offre l'exemple le plus marqué de cette bigarrure. Elle comprend les intellectuels des villes, les artisans, les petites gens, les marchands indépendants et ceux qui, menant une existence misérable, ont parfois néanmoins des ouvriers salariés, qu'ils exploitent directement ou indirectement. Par son attitude envers la révolution, la petite bourgeoisie urbaine est loin d'être homogène. Elle comprend, d'un côté, une couche extrêmement radicale ; de l'autre, une couche qui devient extrêmement *réactionnaire* parce qu'elle se trouve elle-même menacée par les « revendications inadmissibles de la classe ouvrière » et qui, par suite, fait chorus avec les grands entrepreneurs et s'élève bruyamment contre la « terreur ouvrière ».

L'abandon de la révolution par la bourgeoisie est un *processus* historique. Cette défection de la bourgeoisie est visible, tangible ; elle s'est exprimée par une série d'événements importants dans le domaine de la lutte de classe à l'intérieur du front national révolutionnaire. Mais il est à remarquer que l'abandon de la révolution et le passage à la contre-révolution ne s'effectuent pas à une cadence régulière. Dans la solution de nos problèmes tactiques et stratégiques il convient de tenir compte de cette bigarrure, de cette hétérogénéité des groupements bourgeois et du fait qu'ils ne s'éloignent pas simultanément de la révolution.

Comme nous l'avons dit au 7^o Exécutif élargi — et les événements ultérieurs ont entièrement confirmé notre point de vue — la révolution chinoise est maintenant à une période de transition entre sa deuxième et sa troisième étape. De plus en plus la classe ouvrière lutte avec la bourgeoisie pour l'hégémonie dans le mouvement national révolutionnaire, de plus en plus elle souligne son rôle de directeur, de force décisive, fixant par là même une *voie déterminée (socialiste) de développement de la révolution chinoise*.

Il est une question sur laquelle il convient de s'arrêter : le développement socialiste de la révolution chinoise est-il possible, tout d'abord au point de vue économique ?

Voici ce que l'on doit répondre à cette question :

En Chine, il existe des *positions économiques dominantes* qui se trouvent principalement entre les mains du capital étranger. Menée de façon conséquente, jusqu'au bout, la lutte de libération implique l'expulsion des impérialistes de Chine et, par là même, rend possible la confiscation des grandes entreprises. L'industrie lourde, le textile, les chemins de fer, les mines et, dans une mesure considérable, les banques et la terre peuvent être nationalisés, ce qui, évidemment, présuppose une structure déterminée du pouvoir au point de vue social. La dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, dictature qui se transformera ensuite en alliance des ouvriers et des paysans sous la direction du prolétariat, exprimera les prémisses politiques de ce processus. Néanmoins étant donné la structure économique générale de la Chine, une déviation de la voie socialiste est fort à craindre si la Chine n'a pas l'appui des forces internationales. Mais une série de facteurs viendront en aide à la Chine. *Tout d'abord* l'existence de l'Union soviétique ; *en second lieu* l'utilisation éventuelle des puissances capitalistes et du transit par l'U.R.S.S. ; *en troisième lieu*, l'aide du prolétariat international soutenant la révolution chinoise ; *enfin*, la croissance du mouvement colonial peuvent assurer le développement socialiste de la Chine. Il va de soi que ces thèses ne donnent pas encore une réponse aux questions concrètes de la tactique. Elles ne donnent une réponse qu'à une seule question : elles disent que *la tâche actuelle du parti de la classe ouvrière, du P. C. chinois, de n'importe quel parti communiste et de toute l'Internationale est de lutter pour assurer le développement socialiste de la révolution chinoise.*

5. Le front national révolutionnaire et la lutte de classe

Posons maintenant de façon plus concrète la question de la lutte de classe à l'étape actuelle de la révolution chinoise. Nous négligerons ici presque tous les détails, et même des traits relativement importants comme les nuances diverses caractérisant l'attitude des différents groupes de la bourgeoisie impérialiste étrangère à l'égard de la révolution chinoise. Il faut souligner ici que l'union, des forces des *nordistes de Moukden*, dirigés par Tchang-Tso-Lin, avec les *impérialistes* de toute nuance menant la lutte armée contre le peuple chinois a un axe politique très déterminé. Il s'agit d'isoler la gauche du Kuomintang, et en premier lieu les communistes, en réalisant le *bloc entre les forces de l'impérialisme, les forces du groupe de Moukden, c'est-à-dire de Tchang-Tso-Lin, et la droite du Kuomintang* dirigée par Tchang-Kaï-Chek. (Parlant de la droite du Kuomintang, nous ne devons pas oublier l'existence d'une série de groupements intermédiaires qui entrent également dans ce qu'on appelle la gauche du Kuomintang.)

Presque tous les organes de la presse impérialiste préconisent ouvertement cette politique. Chassez, disent-ils, les « conseillers russes », chassez les communistes ; outre les communistes, écrasez les *radicaux* du Kuomintang, réprimez le mouvement ouvrier, matez les paysans, et alors on pourra s'entendre. A différentes périodes et sous différentes formes, Tchang-Tso-Lin a déclaré que, dans la question de la lutte contre les impérialistes, il n'y avait pas de désaccords « fondamentaux » entre le Kuomintang et lui ; qu'il était seulement pour une position plus modérée ; qu'on ne pouvait supprimer *d'un seul coup* les traités inégaux, mais que ce n'étaient pas là des divergences fondamentales. Ce qui sépare Tchang-Tso-Lin des sudistes, c'est la lutte contre le « danger rouge », contre l'influence de l'U.R.S.S. qui, soi-disant, continue l'ancienne politique tsariste d'ingérence dans les affaires de Chine. Dans ce jeu des différentes forces et différents groupes de classe, il convient de noter un fait caractéristique. Le groupe de Moukden et les groupes impérialistes étrangers travaillent les *membres de la droite du Kuomintang* et s'efforcent, non sans succès, d'en faire peu à peu leurs partisans et leurs agents. Les éléments les plus *gauches* du groupe de Moukden. (par exemple, le général Yan-Yu-Tin, que l'on considère comme le « cerveau » de ce groupe et qui passe pour gauche) personnifient de façon particulièrement nette la tendance au bloc avec les impérialistes et avec la droite du Kuomintang, et en premier lieu contre le *parti communiste*. Il faut dire que tous les organes du groupe de Moukden, ses éléments de gauche, ainsi que la droite du Kuomintang et toute la presse bourgeoise internationale insistent systématiquement sur ce point ; *c'est là leur ligne politique fondamentale*. Il est compréhensible que la formule « Pour ou contre les rouges » a des racines profondes dans l'économie du pays, dans sa différenciation sociale, dans le développement de la *lutte* de classe. Elle est en liaison étroite avec l'évolution nettement marquée de la bourgeoisie libérale, qui s'éloigne de plus en plus du front national révolutionnaire pour passer au camp de la contre-révolution, ce qui est lié évidemment, à une série de frictions, de conflits, de trahisons, de tentatives de coups de force dont nous parlerons plus loin. Cette évolution vers la droite, à son tour, est liée à un autre processus important qui s'effectue dans les profondeurs de la société chinoise, à la croissance formidable du mouvement ouvrier et paysan, qui fait participer pour la première fois à la vie politique des millions de travailleurs. Ces derniers posent de plus en plus vigoureusement leurs revendications de classe, qui de jour en jour, de mois en mois, revêtent un caractère plus aigu. Par là ils effrayent les éléments qui, dans l'ancien front national révolutionnaire unique, exprimaient les intérêts des groupes socialement opposés aux ouvriers et aux paysans. Les observateurs bourgeois eux-mêmes, par

exemple les auteurs du rapport commercial officiel anglais⁸, déclarent que l'année écoulée a été une année d'organisation supérieure pour le mouvement ouvrier. Je pourrais citer une série de témoignages des adversaires avérés du mouvement ouvrier qui, dans leur presse journalière, parlent des violences de la populace, des excès de la foule, constituant une menace pour toute civilisation, mais qui, dans leurs publications plus sérieuses, déclarent nettement que l'année 1926 a vu naître en Chine un mouvement puissant s'organisant de plus en plus à la manière de l'Europe occidentale (non pas au point de vue de l'idéologie opportuniste, mais au point de vue des formes d'organisation, de la discipline, de la cohésion, etc.).

Les *grèves économiques* qui ont déferlé sur la Chine ont pris très rapidement un *caractère nettement politique* ; elles ont consolidé les organisations syndicales de la classe ouvrière, qui a mené avec ténacité la lutte et a témoigné d'un héroïsme et d'un enthousiasme extraordinaires. Le développement de l'activité du mouvement ouvrier s'est manifesté par une *croissance* relativement très forte du *parti communiste*. Il y a quelque temps, le P. C. était quantitativement infime ; maintenant il est devenu un des facteurs politiques les plus importants pour le développement du pays. Comptant actuellement 30 000 membres, il a une importance beaucoup plus considérable que ne pourrait le faire supposer le montant de son effectif. Il dispose d'une influence exceptionnelle dans les syndicats ; il a une Grande influence parmi la paysannerie. Enfin son importance politique est considérablement augmentée par l'influence de l'I.C. et de notre parti communiste. En effet, chaque combattant du front national révolutionnaire, en dépit de tous ses calculs et combinaisons, voit toujours, derrière le P. C., de Chine, le soutien de l'Internationale communiste, et doit tenir compte de l'influence que l'U.R.S.S. a sur le développement des événements mondiaux en général, et des événements de Chine en particulier.

Les *centres du mouvement ouvrier* chinois se détachent déjà nettement. Tel est par exemple *Changhai*, qui devient de plus en plus le « Petrograd ouvrier chinois ». Nous avons vu comment, en un court espace de temps, la lutte de la classe ouvrière chinoise s'est élevée des grèves économiques spontanées, non organisées, à la forme supérieure de la lutte de classe consciente, à caractère politique. Les événements de *Changhai*, les mots d'ordre arborés par les ouvriers, les inscriptions des drapeaux sous lesquels les masses ouvrières vont au combat attestent l'ampleur extraordinaire du mouvement, qui, en un temps relativement court, a traversé tous les stades et a passé des formes les plus élémentaires aux formes les plus élevées de la conscience de classe, des méthodes les plus primitives aux méthodes supérieures de la lutte. Car la méthode supérieure de la lutte de la classe ouvrière est l'insurrection, et l'idée de l'hégémonie de la classe ouvrière atteste que le mouvement est parvenu à un haut degré de conscience de classe.

Malgré le long chemin qu'elle a déjà parcouru, la classe ouvrière chinoise n'est pas encore un tout complètement homogène. Elle renferme une série de couches très diverses par leur niveau culturel et politique ; elle est en proie à des antagonismes qui ont failli entraîner des conflits armés entre les différents syndicats (collisions de Canton attisées par la bourgeoisie). Elle renferme des syndicats jaunes, sans influence il est vrai, que la bourgeoisie utilise à chaque conflit, à chaque grève. En un mot,

⁸ L'année 1925 a été marquée par la plus forte grève qu'ait jamais enregistrée l'histoire industrielle de la Chine. Cette année sera en même temps pour la Chine une année de développement de l'« organisation du travail », au sens où l'on entend cette expression dans les pays d'Europe occidentale. Ce développement a été le résultat direct des grèves qui ont eu lieu aux fabriques japonaises de *Changhai* en février 1925 (*Report on the commercial, industrial and economic situation in China to 10 June 1926*, by A. H. George, p. 13).

en Chine comme dans chaque pas, il y a beaucoup de frictions et de rivalités à l'intérieur du mouvement ouvrier. Mais, en même temps, il est indubitable que, dans l'ensemble, ce mouvement tend à se développer puissamment.

Parallèlement au mouvement ouvrier, il est un facteur très significatif et d'importance primordiale : le *mouvement paysan* qui, spontané au début, revêt des formes de plus en plus organisées. C'est ce que montrent non seulement la croissance des *Piques rouges*, mais aussi le développement d'organisations telles que les *unions paysannes* de différentes provinces, les *conférences* de ces unions, le travail systématique de ces organisations, qui élaborent un *programme agraire* et relient les revendications de ce programme aux revendications révolutionnaires générales de la nation. C'est ce que montre le développement des *actions de masse des paysans*, actions liées à l'accentuation de la lutte dans la campagne même. Les rapports agraires dont nous avons parlé plus haut, l'emprise des usuriers, les impôts et les fermages extraordinairement élevés, les contributions de toute sorte prélevées à tout propos, la ruine causée par la guerre civile permanente, la perception des impôts pour plusieurs années d'avance, etc., tout cela crée une base pour le développement du mouvement paysan qui, comme le mouvement ouvrier, a acquis une ampleur formidable.

La croissance du mouvement fait que les ouvriers et les paysans entrent en collision avec leurs ennemis de classe, même avec ceux d'entre eux qui, au début de la révolution, participaient au front national révolutionnaire unique. Les ouvriers, naturellement, ne font pas que lutter pour l'expulsion des impérialistes ; ils posent leurs revendications économiques concernant la journée de travail, les salaires, la reconnaissance de leurs organisations syndicales, l'amélioration de leur situation dans la société, dans l'Etat, dans la fabrique, etc. Il va de soi que plus le mouvement révolutionnaire se développe, plus ces revendications sont posées vigoureusement. Il est facile de comprendre que, dans une révolution aussi puissante que la révolution chinoise, chaque classe a tendance à poser le maximum de ses revendications politiques et économiques. Certes, les choses ne vont pas sans excès. Ici, on « sort » les bourgeois de l'usine ; là, on réquisitionne et on se partage les marchandises ; ailleurs, on confisque la caisse, etc. Cela est inévitable ; c'est l'expression de l'ampleur que témoigne actuellement le mouvement ouvrier.

Sous la pression du mouvement ouvrier, la bourgeoisie fait de plus en plus machine en arrière, s'éloigne de plus en plus du front révolutionnaire national unique. Au début, les théories et déclarations affirmant que les capitalistes chinois ne sont pas des capitalistes, que l'ouvrier est le meilleur ami du marchand et le marchand le meilleur ami de l'ouvrier, jouissaient d'un grand crédit en Chine. Affirmant qu'il en serait toujours ainsi, ces théories et déclarations niaient en somme l'existence des divisions de classe dans le front anti-impérialiste en Chine. Mais si elles obtenaient auparavant créance en Chine, il n'en est pas tout à fait de même maintenant. La différenciation de classe est déjà si profonde qu'elle élimine ces constructions théoriques, dont l'inconsistance se manifeste de plus en plus.

La pression des masses *paysannes* ne s'exerce pas non plus seulement sur les *féodaux*. Les institutions féodales sont liées au capital usurier qui, par l'intermédiaire des banques, est lié lui-même au *capital commercial et industriel*, etc. L'apparition d'un large mouvement paysan sur l'arène politique, les revendications paysannes concernant la réduction du fermage et des impôts ; la lutte croissante contre la bourgeoisie rurale ; la tendance à la confiscation des biens et des domaines non seulement des grands gouverneurs militaires, des féodaux et autres, mais aussi de tous les grands et même des moyens propriétaires fonciers, couche intermédiaire entre les koulaks et les grands propriétaires fonciers ; la tendance à supprimer l'ancien appareil administratif et à créer dans les

localités une administration paysanne autonome sous forme de *comités* et *d'unions paysans* s'appuyant sur les *détachements armés des paysans*, tout cela ne peut pas ne pas influencer sur la bourgeoisie rurale, les fonctionnaires et les couches qui leur sont directement liées et qui sont de plus en plus menacées par le développement du mouvement agraire et paysan. Lorsque la masse fondamentale de la paysannerie, c'est-à-dire les 75-80 % d'habitants des campagnes appartenant à la catégorie des paysans pauvres, se met en mouvement, lorsque cet océan commence à mugir, la partie opposée de la campagne : féodaux, grands propriétaires fonciers, koulaks, usuriers, anciens fonctionnaires, commence à s'armer de plus en plus résolument contre la révolution. Ce déplacement se transmet fatalement à une série de groupements dans les *villes*, d'autant plus que les propriétaires qui louent leurs terres vivent en assez grande partie dans les villes et sont liés au capital urbain par l'intermédiaire des banques.

De la sorte, *le développement même du mouvement national révolutionnaire, le fait que les masses ouvrières et paysannes sont entraînées dans le torrent de la lutte doivent nécessairement entraîner un regroupement considérable dans le front national révolutionnaire.* On ne saurait voiler cette perspective. Il faut, au contraire, la mettre en évidence. « Telle est la situation actuelle, disions-nous à la commission chinoise de l'Exécutif élargi, qu'il nous faut choisir entre la paysannerie comme allié dans la révolution et la grande bourgeoisie industrielle. La bourgeoisie, déclaraient certains camarades, est une force révolutionnaire, nous devons l'attirer de notre côté. C'est juste, *mais jusqu'à un certain point, jusqu'au point où se pose l'alternative : avec la paysannerie ou avec la bourgeoisie* ». C'est ce qui a été dit également avec une netteté et une précision suffisantes dans la résolution adoptée à l'Exécutif élargi. Cette résolution porte que « la force motrice de la révolution chinoise, à son étape actuelle, est le bloc révolutionnaire du prolétariat, de la paysannerie et de la petite bourgeoisie, bloc dans lequel le prolétariat représente le facteur dominant ». Elle dit encore qu'« il est *dangereux* pour la révolution de ne pas aborder hardiment la question agraire » ; enfin, elle formule ainsi la question du rapport des classes : « La situation actuelle a ceci de particulier qu'elle est une situation de transition où le prolétariat doit choisir entre la perspective d'un bloc avec des couches considérables de la bourgeoisie et la perspective de la consolidation de son alliance avec la paysannerie. Si le prolétariat ne pose pas un programme agraire radical, il ne pourra entraîner la paysannerie dans la lutte révolutionnaire et perdra son hégémonie dans le mouvement national libérateur ».

Si la lutte de classe amène la création d'organisations puissantes dans la paysannerie et la classe ouvrière, elle amène aussi une recrudescence d'organisation parmi les anciens adversaires de la révolution et parmi ceux qui maintenant se détachent d'elle pour passer à la contre-révolution. A cette occasion, on observe fréquemment des phénomènes de mimétisme social. Ainsi, en ce moment, les syndicats ouvriers sont populaires ; c'est pourquoi les entrepreneurs appellent aussi leurs organisations « syndicats ». Parfois on est obligé de demander : quel syndicat est-ce, un syndicat d'ouvriers ou de patrons ? On observe parfois à ce propos des faits curieux. Ainsi, à Canton, le clergé a son syndicat et réclame l'augmentation du prix des prières et des offices. Ne voilà-t-il pas une forme originale du « mouvement syndical » !

A la campagne, il existe une série d'organisations en croissance rapide, qui prennent des noms comme « associations de propriétaires fonciers » ou autres et qui, avec les syndicats patronaux et autres organisations de la bourgeoisie urbaine (industrielle et commerciale en premier lieu), constituent une force organisée. Cette force presse sur le gouvernement, où elle a d'excellents auxiliaires, porte devant lui ses revendications et, très souvent, obtient gain de cause. Elle s'appuie dans les campagnes sur une gendarmerie spéciale, l'organisation des *mintouans*, qui se trouve entre les mains de la *gentry*. Les

mintouans sont une force militaire et policière qui, fréquemment, engage de véritables batailles avec les détachements paysans et les organisations des unions paysannes et qui, dans les villes, entre en collision avec les piquets armés des ouvriers, germes de la garde rouge.

On peut observer en Chine une série de phénomènes semblables à ceux qui ont existé chez nous. Ainsi, un des mots d'ordre de la bourgeoisie est celui de la lutte contre les revendications « excessives » des ouvriers. C'est là, en vérité, un mot d'ordre classique. C'est une des méthodes les plus courantes de la propagande de la bourgeoisie. On déclare que les grèves « sapent » l'économie, qu'avec les grèves croissantes et le chaos qui règne maintenant dans la vie économique « les affaires sont impossibles », etc. On s'élève furieusement contre ce qu'on appelle la « terreur ouvrière ». Pour ce qui est de la *petite* bourgeoisie, nous avons déjà signalé qu'elle n'est pas homogène, qu'elle comprend une série de couches qui se détachent peu à peu de la révolution et du bloc national révolutionnaire.

Il est clair que la situation générale à l'heure actuelle est caractérisée par un regroupement important des forces de classe et que la révolution est à une période *critique* de son développement. Une série de couches bourgeoises se détachent du front national révolutionnaire unique. Ces couches ont tendance à faire bloc avec les féodaux à l'intérieur du pays et, à l'extérieur, avec les impérialistes, qui d'ailleurs opèrent aussi à l'intérieur de la Chine. La bourgeoisie *évolue vers la droite* et, en grande partie, se transforme en une force de plus en plus *hostile* à la révolution. Par suite, il se produit nécessairement un grand regroupement *à l'intérieur du Kuomintang, du gouvernement national et de l'armée*. Ce regroupement est lié à des conflits, à une lutte dont il n'est pas toujours possible de prédire les limites.

Il faut tenir compte du fait que le Kuomintang représente un *bloc de classes* encadrées dans une organisation déterminée. On n'y trouve pas cette organisation et cette discipline rigoureuses qui sont en général le propre des partis politiques. C'est là un fait extrêmement important. Quand on parle du Kuomintang et de sa division en droite et en gauche, il faut avoir en vue qu'il y a là en somme *deux* partis (et avec les communistes *trois*) vivant *dans le cadre d'un seul parti*. Ces deux partis n'observent pas une discipline commune. En général, la discipline du Kuomintang est extrêmement loin de celle qui existe chez nous, communistes.

Quand on parle des armées révolutionnaires, il ne faut pas oublier que ce sont des *armées mercenaires*, que le principe de l'unité de commandement est encore loin d'être réalisé, que les commandants des différents corps sont souvent indépendants les uns des autres, qu'ils intriguent les uns contre les autres, etc. Très souvent des généraux, membres du Kuomintang, traitent très « à la légère » les décisions des organes supérieurs de leur parti et, fréquemment, les violations de la discipline du parti ont un *caractère de classe* nettement marqué.

Dans la *question paysanne et ouvrière*, la politique du gouvernement national, ou plus exactement de *ses diverses parties*, de ses divers organes, est souvent loin de nos désirs, même assez modestes. Une des conquêtes les plus importantes de la révolution, pour la classe ouvrière et la paysannerie était les libertés de toute sorte : liberté de grève, liberté de réunion, liberté d'établir des piquets dans les rues, etc. Mais sur nombre de secteurs du front national révolutionnaire, on observe des actes qui sont *loin de répondre aux revendications minimums* que pourraient présenter la classe ouvrière et le parti communiste. Ce fait est en liaison avec le cours général de la lutte de classe et avec les *divers groupements au sein du Kuomintang lui-même et du gouvernement national*. Il y a longtemps que l'on peut constater l'existence de différentes couches dans le Kuomintang. En 1925 déjà, les droites tinrent à Soun-Chi une conférence, qui posa le mot d'ordre de la *lutte directe contre les communistes*, contre les « rouges » et adopta un programme comportant l'accord avec les

impérialistes, l'hostilité à l'égard de l'U.R.S.S., la répression du mouvement ouvrier et paysan. Les participants à cette conférence furent, il est vrai, exclus du Kuomintang. Il convient de tenir compte de ce fait, car maintenant il se produit dans le Kuomintang une évolution à gauche que nous (levons prendre en considération. Prenez, par exemple, un événement comme le *coup de force* réalisé le 20 mars de l'année dernière par *Tcliang-Kaï-Chek*. Le groupe dirigé alors à Canton par le « gauchiste » Van-Tin-Veï fut renversé, et Tchang-Kaï-Chek, avec l'appui des troupes qui lui étaient dévouées, modifia le rapport des forces de classe à l'intérieur du gouvernement national. Il faut chercher, évidemment, la raison principale de ce fait dans l'hostilité de plus en plus nette et consciente de la bourgeoisie au mouvement ouvrier-paysan en voie de développement.

Autre exemple. Il n'y a pas très longtemps, après le transfert du gouvernement national, un des membres de la droite du Kuomintang, le général Li-Tin-Sin, qui était resté à Canton, dispersa le comité cantonais du Kuomintang, nomma son comité à lui, puis édicta une série d'arrêtés gênant considérablement le développement du mouvement ouvrier et paysan. Sur quelques points la lutte revêtit des formes aiguës et dégénéra en collisions. On peut constater une série de faits révoltants du même ordre. A Hankéou, quelques ouvriers ayant participé à l'occupation de la concession étrangère ont été fusillés. Dans le Kouang-Toung, les organes officiels ont assez fréquemment adopté une position plus proche de celle de la bourgeoisie rurale et des mintouans que de celle des unions paysannes et de leurs détachements. Il ne faut pas oublier que, jusqu'à présent, la réforme agraire n'est pas encore pratiquée comme elle le devrait. La réduction du fermage dans la proportion de 25 %, réduction qui constitue la principale des mesures adoptées, est restée en grande partie lettre morte, ou a été appliquée de telle façon qu'elle a profité à ceux à qui elle n'était pas destinée.

On pourrait énumérer une série d'organes officiels, et en particulier d'organes militaires, qui ont pris des mesures de répression *contre les organisations ouvrières et paysannes*. Il va de soi que c'est là le résultat d'une orientation de classe déterminée.

La situation, il est vrai, n'est pas partout la même, la diversité est extrême. Néanmoins, il faut dire que l'organisation de la droite du Kuomintang et que les actes d'hostilité envers le mouvement ouvrier et paysan de la part des organes gouvernementaux ou militaires se trouvant sous l'influence de cette droite *se cristallisent en une tendance politique déterminée, qui est une tendance à la contre-révolution*.

Il convient également de mentionner différentes tentatives de la droite du Kuomintang pour se lier avec les groupements impérialistes. Quoique nous ne disposions pas de preuves matérielles décisives, nous sommes profondément convaincus que de telles tentatives *ont lieu*. A l'intérieur du Kuomintang, toute cette lutte s'exprime par la lutte entre la *droite* et la *gauche*. Au cours de ces derniers mois, les tendances de droite se sont incarnées de la façon la plus nette dans la *dictature de Tchang-Kaï-Chek*, qui était commandant en chef, président du gouvernement national et président du Comité central exécutif du Kuomintang, c'est-à-dire concentrait entre ses mains les fonctions les plus importantes dans les trois domaines principaux de la vie et de l'organisation politiques du pays. Cette dictature de Tchang-Kaï-Chek a amené de graves conflits entre ce dernier et le gouvernement national plus gauche siégeant à Ou-Tchang. Un moment, il y eut en somme deux centres : l'un à l'état-major de Tchang-Kaï-Chek à Nan-Tchang, où se trouvait le G. Q. G., et l'autre à Ou-Tchang, où se trouvait le gouvernement national.

Ce conflit a des *racines de classe profondes*, qui, évidemment, ne doivent pas masquer les luttes d'amour propre, les rivalités personnelles. Il était lié à la lutte entre la gauche et la droite du Kuomintang, lutte qui est particulièrement aiguë entre la droite et le P.C. chinois.

Ainsi, nous avons *déjà* des faits montrant que la concentration des forces de droite se détachant du mouvement national révolutionnaire unique a déjà trouvé une expression assez nette.

On pourrait citer encore quantité de faits montrant comment se reflètent dans le Kuomintang, dans le gouvernement national et dans les armées elles-mêmes les contradictions de classe, qui existent à l'intérieur du front national. Les différents commandants et hommes politiques penchent tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Il est indubitable que les déplacements et conflits qui se produisent dans l'armée, le gouvernement national central et les diverses institutions ont à leur base un *mouvement social de classe*. Ce mouvement se reflète dans toutes les organisations dirigeantes jouant un rôle important dans le développement de la révolution nationale.

Il va de soi qu'il ne saurait en être autrement. En effet, en Chine, la direction est encore exercée par un parti unique, le Kuomintang, qui représente un bloc de classes dont le conflit devient de jour en jour plus aigu. C'est de ce parti qu'est constitué le gouvernement national, lié aux organisations de l'armée et aux commandants des corps. Les cadres de l'armée sont, dans une mesure considérable, composés d'éléments bourgeois, commerçants et autres. En outre, il faut bien tenir compte du fait que différents généraux se sont ralliés à l'armée nationale révolutionnaire au cours de la campagne dirigée contre le nord, mais uniquement parce qu'ils y étaient contraints par les coups de cette armée. De là une source de conflits de toute sorte, et c'est pourquoi chaque oscillation de la mécanique sociale de classe se répercute nécessairement par tout le front, dans tous les appareils et institutions organisant et dirigeant le mouvement national révolutionnaire.

6. Quelques problèmes tactiques essentiels de la révolution chinoise

Cette situation fait surgir devant nous des *problèmes tactiques d'une complexité formidable*. Le moyen le plus simple de les résoudre serait de les assimiler à ceux de notre révolution *russe* et de les résoudre en conséquence. Nombre de camarades sont enclins à transporter mécaniquement l'expérience du développement de la révolution *russe* pendant la période de février à octobre 1917 à la marche de la révolution *chinoise*. Or ce qui a été dit plus haut du caractère spécial de la révolution chinoise rend extrêmement dangereuses ces analogies mécaniques avec le cours de la révolution russe. Voici, par exemple, une analogie grossière :

Tchang-Kaï-Chek, c'est Kérénsky ; le Kuomintang, c'est le parti des menchéviks et des s.-r. Le développement de la lutte de classe amène à la dictature du Kérénsky chinois, Tchang-Kaï-Chek. Le développement de la lutte de classe, c'est l'effondrement du parti des menchéviks et des s.-r., c'est la *séparation* nette du parti bolchevik d'avec les autres. De là les déductions tactiques suivantes : il faut viser au renversement direct de Tchang-Kaï-Chek, adopter le mot d'ordre de l'insurrection et de la lutte armée contre le pouvoir de Tchang-Kaï-Chek, qui est le Kérénsky chinois, *sortir* du Kuomintang, organisation vouée historiquement à la destruction, arborer le mot d'ordre : « A bas les dix ministres capitalistes ! », etc.

Voilà une analogie. Et il nous semble que, dans son rapport, Radek pose à peu près ainsi la question. Seulement, fait caractéristique, une fois arrivé à la question la plus concrète : faut-il commencer la lutte, faut-il entreprendre oui ou non l'insurrection ? Radek effectue en quelque sorte un virage. Il dit en somme : « Peut-être bien qu'on le peut, peut-être bien qu'on ne le peut pas ».

Cette analogie et les déductions que l'on en tire représentent un assemblage extraordinaire de choses vraies et fausses, justes et erronées.

La différence capitale entre la situation qui existait en Russie de février à octobre et la situation de la révolution chinoise à l'heure actuelle, c'est que *Kérénsky menait une politique impérialiste*, alors que l'armée révolutionnaire et le gouvernement national pratiquent objectivement en ce moment une politique *anti-impérialiste*. La guerre, l'offensive de Kérénsky était une offensive de type impérialiste. Loin de soutenir Kérénsky dans la défense de la patrie, nous étions *contre* cette défense, nous la *désorganisons*. Or en ce qui concerne la lutte nationale révolutionnaire personne n'osera dire, par exemple, que les communistes ne doivent pas *soutenir* l'expédition du Nord. Bien plus, la position des communistes, c'est-à-dire la position la plus conséquente, la plus radicale, la plus révolutionnaire, consiste à prévenir sur ce terrain les compromis pourris éventuels, à élargir la lutte militaire victorieuse et, tout en tenant compte de la possibilité d'exploiter les désaccords entre les puissances impérialistes, à être les représentants les plus fermes de l'idée de libération nationale. C'est ainsi qu'il faut poser la question du point de vue de la classe ouvrière. Or cela est extrêmement important.

Il est nécessaire de lutter contre le joug des impérialistes dans la mesure où les forces le permettront ; il est *nécessaire* de soutenir l'expédition du Nord contre les féodaux et les grands gouverneurs militaires. Or, Radek, un ou deux jours avant la prise de Changhaï, disait dans son rapport : « Camarades, le centre de la question de la révolution chinoise n'est pas à Changhaï ; il n'est

pas dans la prise plus ou moins prochaine de Changhaï. Il est maintenant à Hankéou. Prendre Changhaï est une chose très difficile. » Pourtant, un moment, le monde entier ne parlait que de Changhaï et du problème de Changhaï. Changhaï était au centre de toutes les discussions. Dire qu'il est difficile de prendre Changhaï, c'est en fait nier le problème même de la lutte contre les grands gouverneurs militaires et leurs protecteurs étrangers, c'est nier l'importance de l'expédition du Nord, c'est prêcher le défaitisme sur le front de la lutte de libération nationale. Nous devons voir nettement que les problèmes de la lutte contre les grands gouverneurs militaires et les impérialistes ne sont pas encore résolus. Il faut battre complètement Tchang-Tso-Lin, il faut repousser définitivement l'impérialisme. C'est pourquoi on ne saurait *opposer* le problème de l'écrasement des féodaux et des impérialistes aux problèmes du développement de la lutte de classe au sein du front national révolutionnaire. Le problème de Pékin se pose devant le peuple révolutionnaire, et l'on ne saurait l'esquiver. C'est dans cette attitude positive à l'égard des problèmes du front militaire que réside la différence la plus importante entre la situation chinoise actuelle et celle qui existait sous Kérénsky... Par conséquent les organisations ouvrières et le parti communiste doivent tenir compte de cette tâche, quoique « par lui-même » Tchang-Kaï-Chek ne soit pas meilleur que Kérénsky ; il est vraisemblablement *bien pire*, car Kérénsky était un démocrate petit-bourgeois, alors que Tchang-Kaï-Chek est le représentant de la grande bourgeoisie. Dans la question de la guerre nous devons *lutter* énergiquement contre le démocrate petit-bourgeois Kérénsky, et le soutenir c'eût été trahir la révolution. Mais le parti du prolétariat pouvait et peut soutenir Tchang-Kaï-Chek *dans la mesure* où ce dernier menait et mène la *guerre* contre les grands gouverneurs militaires et les impérialistes, tant qu'il n'a pas trahi, *quoique*, par sa nature de classe, il soit, abstraitement parlant, « plus droite » et « *pire* » que Kérénsky.

Qu'il y a-t-il de *juste* dans les affirmations de Radek ? C'est qu'il faut mobiliser des forces pour la *lutte* contre Tchang-Kaï-Chek ; c'est que ce dernier *se transforme* inéluctablement *en ennemi* des ouvriers et des paysans. Qu'y a-t-il d'*erroné* dans ces affirmations ? C'est que, pour Radek, il n'existe pas de problème du *front*. Il est irrationnel également d'engager la bataille *sans avoir des forces bien préparées à cet effet*. Lénine nous a appris à réaliser sans peur l'insurrection. Mais il nous a appris aussi à « *ne pas jouer avec l'insurrection* ». Par suite, il nous faut *soutenir* l'expédition, du Nord (sous Kérénsky il fallait *lutter contre* la guerre) ; il nous faut *soutenir* les armées de Tchang-Kaï-Chek qui bataillent contre les grands gouverneurs militaires ; mais en même temps il nous faut mobiliser nos forces *contre* Tchang-Kaï-Chek, faire une propagande appropriée dans les masses et dans l'armée, tendre à refouler la droite du Kuomintang, tendre à encercler Tchang-Kaï-Chek, n'accepter la bataille avec ce dernier *qu'après* une préparation suffisante, etc.

Deuxième « analogie ». Le Kuomintang, c'est les menchéviks et les s.-r. ; plus nous retirerons rapidement nos détachements communistes de ce marécage, mieux ce sera. En raisonnant ainsi, on oublie une particularité : c'est que le Kuomintang est une organisation d'un type *spécial*, quelque chose d'intermédiaire entre un parti politique et une organisation comme les soviets, où entrent différents groupes de classe. L'analogie avec les s.-r. (ou avec les menchéviks) cloche sur tous les points. Du point de vue de *classe*, les s.-r. sont un parti petit-bourgeois, et non un bloc de classes. Le Kuomintang englobe la *bourgeoisie libérale* (qui chez nous était organisée dans le parti cadet, lequel était déjà devenu contre-révolutionnaire *aux stades antérieurs de la révolution*), la petite bourgeoisie et la classe ouvrière. Au point de vue *organisation*, le Kuomintang *n'est pas* un parti dans l'acception habituelle du terme. Sa structure permet de le conquérir par la base en y effectuant un regroupement de classe et en en chassant les éléments « kémalistes » de *droite*, qu'il serait *absurde* de confondre avec l'ensemble du Kuomintang. Nous nous devons *d'exploiter* cette particularité au cours de la révolution chinoise. **Ou** peut-être faudrait-il en faire fi ?

Nous estimons que la tâche des communistes en Chine est de *tenir compte* de cette particularité et de *l'utiliser*. De quelle façon ? *Il faut transformer de plus en plus le Kuomintang en une organisation élective de masse*. Cela est possible, et cela se fait à *l'intérieur* du Kuomintang ; les ouvriers ne doivent cesser de déplacer *vers la gauche*, en commençant par la base, le centre de gravité du Kuomintang. Les communistes doivent entraîner dans le Kuomintang les éléments radicaux de gauche, les aider à s'organiser, s'appuyer sur eux et, de la sorte, *modifier la composition sociale de l'organisation*. Peut-on le faire ? Nous affirmons qu'*on le peut*. *Personne ne suppose que tout ira ainsi jusqu'à la fin*. Mais tant que ce processus *pourra s'accomplir*, les communistes se doivent d'en tirer parti jusqu'au moment où une collision décisive des forces viendra y mettre fin. Certes, on peut clamer que nous « confondons » les soviets avec le Kuomintang. Mais les criards doivent démontrer de façon concrète qu'*on ne peut pas* faire cela, il y a certains exemples. On a *exclu* les participants à la conférence de 1925 ; on a *exclu* l'« association des gauches du Kuomintang » (en réalité des *droitiers*, et non des gauches), qui menaient une politique anticommuniste. Cela signifie pourtant quelque chose. Qui peut dire qu'avec un travail énergique il soit impossible de *continuer* à déplacer vers la gauche les forces dans le Kuomintang ? Personne ne peut le dire. Personne n'a jamais affirmé que, jusqu'à la fin, jusqu'à la dictature prolétarienne, le mouvement des forces au sein du Kuomintang s'effectuerait au moyen de ces déplacements. Une explosion des contradictions dans un avenir plus ou moins proche est beaucoup plus vraisemblable. Mais ce n'est pas là la question litigieuse. On peut même se représenter théoriquement le cas où les soviets ne sont pas entièrement « conquis » et où les partis prolétariens soulèvent l'insurrection *contre* eux. On se souvient comment, avant les journées de juillet, nous avons organisé à Moscou une démonstration armée *contre* la décision du soviets de cette ville ; comment, à Petrograd, nous sommes intervenus au moyen d'une démonstration armée *contre* une décision des organisations soviétistes. Théoriquement, on peut imaginer le cas où l'insurrection serait dirigée contre des soviets *déterminés*. En effet, il y a eu, par exemple, à Moscou une situation où nous étions *contre* le soviets des soldats, dominé par des aides-majors socialistes-révolutionnaires, et où nous avons soulevé une insurrection en nous appuyant sur l'« assemblée de la garnison » de Moscou, composée de soldats véritables. Cela tous les Moscovites se le rappellent. Nous ne savons pas comment les choses iront dans le Kuomintang. Il y a beaucoup de chances que le développement de la révolution amène une *explosion* des contradictions dans le Kuomintang. Mais, en ce moment, les communistes doivent tirer parti de *toutes* les possibilités que leur offre la structure spéciale du Kuomintang.

Le point de vue de Radek, qui joue avec l'idée de la sortie du Kuomintang, point de vue dont l'application aboutirait à abandonner cette organisation à la *droite*, est d'autant plus étonnant que Radek est *pour* l'entrée des communistes dans le gouvernement du Kuomintang. C'est bien là qu'on peut dire que la « logique a démenagé ».

Théoriquement, on peut imaginer une situation où nous devrions sortir du gouvernement national. Théoriquement, on peut imaginer beaucoup de choses. On peut imaginer le cas où, un beau jour, nous poserons le mot d'ordre : « Sortons du Kuomintang ». Mais en ce moment, il n'y a aucune raison de le faire. Au contraire, il nous faut lutter pour nous emparer du Kuomintang, mettre en œuvre toutes nos forces pour déplacer dans le Kuomintang le centre de gravité vers la gauche. Voilà quelle est la tactique juste au moment présent. Voilà ce qui découle de la situation chinoise actuelle. Dans les différentes localités, dans les cellules de base du Kuomintang, le parti ouvrier, avec l'aide des syndicats et des comités paysans, doit modifier à la base la composition sociale du Kuomintang ; c'est par la base qu'il faut pousser les représentants de la masse dans les organes de l'administration locale, dans les organes provinciaux du pouvoir, en armant les ouvriers et les paysans et en faisant de plus en plus du Kuomintang une organisation de masse. C'est sur cette base seulement que nous parlons de la

justesse d'une opération telle que la conquête de l'appareil étatique, de l'armée, etc.

Notre appréciation des forces de classe, de leurs tendances de développement et de la tactique qui en découle est parfaitement claire, très bien enchaînée, ce qu'on ne saurait dire des autres « constructions ».

Ainsi la révolution chinoise traverse un stade de transition : elle passe d'une combinaison de forces dans le bloc national révolutionnaire à une autre combinaison de classes. Pour réaliser avec succès cette transition, il faut tirer parti de toutes les possibilités, tenir compte de la situation et des particularités concrètes du cours de la révolution chinoise. En même temps, il faut, avec énergie et fermeté, suivre la politique que l'I. C. a définie comme une orientation vers la révolution socialiste par les étapes intermédiaires nécessaires. Cette politique ne peut être appliquée que si le P. C. lui-même grandit comme parti de la classe ouvrière et s'il ne dissimule pas sa physionomie prolétarienne, s'il réagit contre les hésitations éventuelles des révolutionnaires radicaux petits-bourgeois et si, en même temps, il ne se laisse pas prendre à la phraséologie de gauche qui fait de la politique prolétarienne sérieuse un jeu.

Notre appréciation de la révolution chinoise et de ses perspectives est une appréciation *réaliste* ; elle correspond aux faits, et c'est ce que sentent confusément la *bourgeoisie* impérialiste et la social-démocratie « internationale ». C'est précisément parce qu'elles sentent la justesse de notre appréciation des voies de développement de la révolution chinoise qu'elles organisent avec une telle rage des interventions antichinoises et antisoviétistes. Il est intéressant de signaler que les opportunistes les plus avérés, sentant cela, soutiennent sans réserve les impérialistes. Voici, par exemple, une déclaration de Thomas :

Je ne crois pas que le gouvernement britannique veuille la guerre ; mais nos pourparlers, on ne sait pour quelle raison, sont interrompus juste au moment où nous avons presque atteint une issue favorable. Ce ne serait pas agir en homme de gouvernement, ce ne serait pas être patriote que de créer au gouvernement des difficultés dans une question qui touche à la guerre et à la paix, ou de chercher à tirer profit pour le parti de sa position dans une telle question. (*Discours prononcé à Derby le 3 février 1927*).

Ainsi, Thomas dit nettement :

« Dans la guerre de l'Angleterre impérialiste avec la révolution chinoise, je dois soutenir le gouvernement capitaliste, impérialiste anglais contre la révolution chinoise ».

L'opposition, dit Thomas dans un autre passage, n'a pas pour tâche de critiquer, mais de faire connaître au monde entier qu'elle soutient le gouvernement.

Prenons un autre exemple : notre menchévik *Abramovitch*, déclare qu'il est absurde et utopique de songer à expulser l'Angleterre de Chine. Ou bien prenons l'entretien qui a eu lieu entre la délégation des *syndicats chinois* et les chefs de l'*Internationale d'Amsterdam*, entretien dont le compte rendu a été publié le 10 mars par le journal social-démocrate hollandais, le *Peuple*, Dans ce compte rendu, il est dit entre autres :

La délégation ayant demandé si l'Internationale d'Amsterdam était disposée à envoyer une commission en Chine pour soutenir les ouvriers chinois, il lui fut répondu que la Fédération syndicale internationale ne pouvait le faire ; que, dans les circonstances actuelles, cela n'était pas *désirable*, car le mouvement syndical représente un mouvement constructif [dans les pays

capitalistes] ; or la *construction* n'est possible que dans un pays où règnent l'ordre et la paix politiques. La Fédération syndicale internationale ne pense pas envoyer une délégation en Chine avant que l'ordre politique y soit rétabli.

C'est là, pour ainsi dire, un *point de vue ouvertement contre-révolutionnaire*. La seule force internationale qui soutienne la révolution chinoise est l'Internationale communiste, car la révolution chinoise est une des parties constituantes les plus importantes de ce processus formidable qui s'effectue dans la société humaine et qui s'appelle la *révolution internationale contre l'oppression et l'asservissement capitalistes*.

7. La crise du mouvement national révolutionnaire et les tâches de la classe ouvrière⁹

Le coup de force contre-révolutionnaire de Tchang-Kaï-Chek, les exécutions des prolétaires de Changhaï, les férocités des généraux qui suivent Tchang-Kaï-Chek créent une *situation nouvelle* dans le mouvement national révolutionnaire. Par « situation nouvelle », nous n’entendons pas des modifications de détail dans la situation générale : de telles modifications ne cessent de se produire. Nous parlons d’un changement *radical* de la situation en ce qui concerne le groupement des forces de classe adverses. En effet, le coup de force de Tchang-Kaï-Chek marque une *crise*, un *tournant du mouvement national révolutionnaire* ; il pose *autrement* que jusqu’à présent une série de problèmes fondamentaux du mouvement, et il serait absurde de nier ou de sous-estimer la *nouveauté* créée dans la situation par la victoire de la contre-révolution bourgeoise à Changhaï et autres lieux. Nous laissons ici de côté la question de savoir s’il était rationnel d’accepter *maintenant* la bataille ouverte avec les bourreaux de Tchang-Kaï-Chek, s’il ne valait pas mieux cacher ses armes, ne pas accepter la bataille et *ainsi* ne pas se laisser désarmer, retirer temporairement l’armée ouvrière de la bataille, concentrer tous ses efforts sur la conquête de la masse des ouvriers, des soldats et des paysans, accumuler des forces et livrer la bataille *au moment* où la corrélation des forces donnerait des chances de victoire. Nous le répétons, nous laissons cette question de côté.

Tout d’abord, *analysons au point de vue de classe* ce qui s’est produit. Après ce qui a été dit, il n’est pas difficile de déterminer la signification de classe des récents événements. Le coup de force de Tchang-Kaï-Chek est une insurrection de la droite du Kuomintang, une insurrection de la grande bourgeoisie contre le Kuomintang et le *bloc de gauche* du Kuomintang. Le processus exposé plus haut s’est terminé par la dictature ouverte de la bourgeoisie, qui est passée au *camp de la contre-révolution*. La pression des masses ouvrières et paysannes, la croissance de leur mouvement se sont trouvées *déjà* assez fortes pour amener la grande bourgeoisie à passer dans le camp de la contre-révolution, mais *encore* insuffisamment fortes pour refouler, sur les *lieux de la bataille*, les traîtres à la cause de la libération nationale.

Une étape de la lutte de classe en Chine vient de se *terminer*. Cette étape était caractérisée par l’existence de *deux* camps : celui des chefs militaires féodaux, des compradores de la grande bourgeoisie, des impérialistes étrangers, et celui de la bourgeoisie nationale révolutionnaire, des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie urbaine radicale. La bourgeoisie libérale (contrairement au libéralisme russe contre-révolutionnaire) a pu, à une certaine étape, être *révolutionnaire*, parce qu’en Chine le rapport entre cette bourgeoisie et le capital étranger n’était pas le même que dans la Russie tsariste. C’est pourquoi les délais de trahison devaient nécessairement être différents et, partant, la tactique du parti prolétarien devait varier en conséquence.

⁹ Ce chapitre ayant été écrit après le coup de force contre-révolutionnaire de Tchang-Kaï-Chek et consorts, ne figurait pas dans le rapport lu à l’assemblée des militants de l’organisation de Moscou. [Le même texte est publié par *La Correspondance Internationale*, 30 avril 1927, n°49, p. 501-502, sous le même titre : *La crise du mouvement national-révolutionnaire en Chine et les tâches de la classe ouvrière* – cf. : *Cinq textes sur la question chinoise*, sur MIA]

Néanmoins cette étape avait déjà tendance à transformer les *deux* camps dont nous venons de parler en *trois* camps : celui des féodaux, des compradores et du capital étranger ; celui de la grande bourgeoisie nationale et, enfin, celui du bloc de gauche (petite bourgeoisie radicale, paysannerie, ouvriers).

Le moment actuel est caractérisé par l'existence de ces *trois camps*. La clique de Tchang-Kaï-Chek fusille déjà les ouvriers et les paysans, mais elle combat encore les chefs militaires féodaux.

D'autre part, les impérialistes ne se refusent pas à soutenir Tchang-Kaï-Chek : ils voient en effet que, parmi les chefs militaires nordistes, il y a beaucoup d'éléments qui sont appelés à faire faillite, à disparaître dans un avenir prochain.

De là la tendance, caractéristique du moment actuel, au retour à *deux* camps seulement, mais sur une « base nouvelle » : celle du bloc de la grande bourgeoisie nationale avec une partie des féodaux et le capital étranger *contre* le « bloc de gauche » des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie urbaine.

On ne saurait oublier que la majorité du comité central exécutif du Kuomintang appartient à la gauche. On ne saurait oublier que le gouvernement d'Ou-Tchang est maintenant le gouvernement du « bloc de gauche ». Il ne faut pas oublier qu'une partie considérable de l'armée est pour le gouvernement d'Ou-Tchang *contre* le gouvernement de Tchang-Kaï-Chek. Enfin, il ne faut pas oublier qu'il reste encore l'armée de Fen-Yu-Siang, qui jusqu'à présent n'est pas intervenue dans la bataille. Selon toute vraisemblance, nous aurons à enregistrer encore beaucoup d'événements inattendus, d'oscillations et de défections de personnalités diverses. Mais la *logique de la lutte de classe et de la lutte contre l'impérialisme* sera plus forte que tout cela.

Dans les conditions actuelles, Tchang-Kaï-Chek et son gouvernement apparaîtront de plus en plus aux masses non seulement comme les bourreaux des ouvriers et des paysans, mais aussi comme les *traîtres à la cause de la libération de la Chine*. Il est impossible de mener la lutte contre l'impérialisme en se trouvant en état de guerre contre les paysans et les ouvriers. Tchang-Kaï-Chek a franchi le Rubicon, et la force des choses le poussera de plus en plus vers des compromis avec les impérialistes, compromis qui ne seront pas d'ordre « manœuvrier » au sens étroit du terme, mais qui ressembleront fort à une *alliance*. Le fait que l'armée de Tchang-Kaï-Chek est aussi une armée mercenaire et, par suite, jusqu'à un certain point prétorienne, peut, il est vrai, retarder la chute politique et militaire de Tchang-Kaï-Chek. Mais ce ne peut être là qu'un phénomène *temporaire*. Il suffit de se rappeler l'histoire de l'expédition du Nord depuis son début. Si cette expédition a été couronnée de succès, ce n'est pas parce que les armées sudistes étaient supérieures par leur technique à leur adversaire. Au contraire, elles lui étaient *inférieures* sur ce point. Néanmoins elles ont vaincu. Elles ont vaincu parce qu'elles étaient enthousiasmées par l'idéal de la libération nationale, parce que les masses fondaient sur elles leurs espoirs et leurs aspirations de classe, parce qu'elles étaient soutenues par les organisations ouvrières et paysannes.

La scission de la droite du Kuomintang et l'existence de deux gouvernements seront nécessairement accompagnées d'une évolution considérable de la « conscience sociale ». Ou-Tchang deviendra forcément le centre d'attraction des larges masses. Nankin (Tchang-Kaï-Chek et consorts) épuisera d'autant plus rapidement son capital politique que l'*impérialisme* international louera plus chaudement sa politique. Ces louanges sont en Chine la meilleure propagande contre Tchang-Kaï-Chek. L'autorité du parti communiste grandira forcément, car longtemps avant le coup de force, le P. C. avait mené une campagne vigoureuse contre le « dictateur » bourgeois.

Ou-Tchang avec les armées qui lui sont fidèles doit devenir un centre d'organisation parmi les troupes. Les mesures décisives prises par Ou-Tchang contre Tchang-Kaï-Chek (le gouvernement d'Ou-Tchang, on le sait, a ordonné l'arrestation de Tchang-Kaï-Chek) sont dictées par l'intérêt de la révolution. Débarrassé des saboteurs de droite, des conciliateurs et des traîtres, le Kuomintang doit devenir une véritable *organisation de masse*. Ce serait une grosse faute que de livrer le drapeau du Kuomintang à la clique de Tchang-Kaï-Chek. Au contraire, il faut traiter ce dernier comme un traître au Kuomintang et à la cause de la libération nationale. C'est pourquoi maintenant encore, maintenant *surtout*, la tactique consistant à *sortir* du Kuomintang est absurde. La paysannerie, une partie considérable de la petite bourgeoisie et les ouvriers sont cimentés par une communauté d'intérêts réelle et extrêmement durable. Leur bloc a une base très solide. Et le plus important maintenant c'est de développer un large mouvement de masse, de réaliser hardiment la révolution agraire, de déchaîner le mouvement ouvrier de masse, d'effectuer un travail énergique dans l'armée et de s'attacher à *organiser les masses*. Création d'unions et de comités paysans dans les villages, organisation de comités d'usines, extension du travail des syndicats, création de comités de grève et de comités exécutifs ouvriers, concentration de ces comités ainsi que des organisations des artisans et des petits marchands en comités de délégués du peuple, armement des ouvriers et des paysans, recrutement de membres pour le Kuomintang et consolidation du P. C. par tous les moyens, toutes ces tâches doivent être mises maintenant au premier plan. Le travail *en province* a une immense importance à l'heure actuelle. Il faut à tout prix rapprocher l'arrière-garde paysanne du gros de l'armée, car, en définitive, c'est la force vive de la *masse* paysanne qui décidera de l'issue de la grande lutte. Il faut, autant que possible, éviter les formes d'organisation qui pourraient donner lieu à tous les ennemis du peuple chinois de crier à la « soviétisation » de la Chine. Il faut tenir compte de cela, car les fripons de la contre-révolution chinoise clament à son de trompe que les « communistes russes » veulent mettre la Chine au régime « russe » et qu'ils sont ainsi des ennemis du peuple chinois au même titre que les autres impérialistes (avec lesquels les fripons susmentionnés sont en relations cordiales). Mais l'expérience de la révolution chinoise a déjà trouvé des formes de mouvement assez souples pour embrasser les larges masses. *Miser sur les masses* devient particulièrement nécessaire à l'heure actuelle.

Le peuple chinois aura encore à soutenir une lutte pénible. Les impérialistes ont réussi à concentrer une grande quantité de forces militaires. Ils ont réussi à corrompre la bourgeoisie nationale effrayée par le mouvement de masse des ouvriers et des paysans. Néanmoins, malgré la victoire contre-révolutionnaire de Tchang-Kaï-Chek, malgré les croiseurs et les torpilleurs des impérialistes « pacifiques », « très chrétiens », la révolution chinoise vivra et se développera. En effet, elle a fait participer des dizaines de millions d'hommes à la grande œuvre de création révolutionnaire ; elle soulèvera des centaines de millions d'esclaves qui ne veulent plus traîner les chaînes de leur servitude.

L'Internationale communiste a déclaré Tchang-Kaï-Chek traître et ennemi. Les partis de l'I. C. doivent faire tout leur possible pour que les impérialistes « civilisés » qui soudoient la trahison subissent en Chine un échec aussi lamentable que celui qu'ils ont subi lors de l'intervention contre le pays des soviets. Les destinées de la révolution mondiale se décident en Chine. Les combattants de la révolution doivent se hâter de venir à la rescousse.

Table des matières

1. La signification internationale des événements chinois.....	3
2. Caractère et particularités de la révolution chinoise	6
3. L'impérialisme, le féodalisme et le caractère de la révolution en Chine.....	8
4. Des perspectives de la révolution chinoise	17
5. Le front national révolutionnaire et la lutte de classe	21
6. Quelques problèmes tactiques essentiels de la révolution chinoise.....	28
7. La crise du mouvement national révolutionnaire et les tâches de la classe ouvrière.....	33

Vignette finale de l'édition de 1927

